

MARCELO SEGALL

EN AMERIQUE LATINE

DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER ET PROSCRIPTION

Pour la France, la Commune est un grand moment socialiste. Pour l'Amérique latine, c'est un des points-clé du développement d'une société moderne. Il ne s'agit pas de rendre ici un hommage purement sentimental à ces hommes qui montèrent à «l'assaut du ciel»; il ne nous importe guère non plus de faire le compte des informations, ou des calomnies qu'on répandit sur la Commune dans le Nouveau Monde. Il nous semble en revanche qu'il vaut la peine de dire ce que fut l'impact politique et social de la Commune, et quelles orientations les Communards proscrits ont imprimées à notre histoire. Cet impact fait partie de tout un processus idéologique – l'introduction du socialisme, de l'anarchisme, du marxisme et de l'internationalisme – qui a donné son élan et ses doctrines au mouvement politique et à la lutte des classes en Amérique latine.

Ceci implique l'établissement d'un résumé historique d'ensemble qui donne son cadre à ce que fut chez nous le rôle des anciens Communards. Leur immigration représente une part importante dans la somme des immigrations qui s'échelonnent sur la presque totalité du XIX^e siècle et sur une partie du XX^e. A chaque journée révolutionnaire européenne qui connaît la défaite correspond l'arrivée d'exilés en Amérique. Ces exodes successifs se dirigèrent vers les pays réunissant certaines conditions sociales et politiques, et chaque immigration apporta sa contribution propre au développement social, politique, économique et intellectuel latino-américain. Ainsi les premières vagues d'exilés contribuèrent-elles à consolider l'émancipation des anciennes colonies espagnoles. Les suivantes permirent l'établissement de formes de gouvernement plus démocratiques. Plus tard, les dernières donnèrent une inspiration moderne à la lutte sociale. Toutes furent enfin en toute occasion une force d'innovation, chacune selon son propre mode.

Les premiers proscrits européens étaient des militaires et des vaincus de la Sainte-Alliance, poursuivis par la Restauration, qui combattirent aux côtés des libérateurs créoles – Bolívar, Sucre, San Martín, Carrera. La deuxième vague de réfugiés était composée d'adversaires de la

Bourgeoise Monarchie de Juillet, pour la plupart des socialistes utopiques. Antoine Vendel-Heyl en est un exemple: lorsqu'il s'établit au Chili, il créa les chaires de grec et de latin à l'Université et à l'Institut National et fut avec Ambroise Lozier – ancien rousseauiste et officier français – le maître à penser de la génération romantico-sociale de 1851 qui essaya de créer dans le pays *La República de los Libres*. M. Taudo-net fit le même travail au Brésil, publiant en 1845 *La Revista Socialista* à Rio de Janeiro.

La troisième immigration politique coïncide avec les révolutions de 1848. Les combattants parisiens des Journées de Juin furent les premiers à arriver. Puis ce fut le tour des révolutionnaires d'Allemagne, suivis par des mazziniens. Ils se dirigèrent en majorité vers le Chili, mais allèrent aussi bien en Uruguay et au Brésil. Par la suite, un grand nombre choisit de se réfugier en Argentine. Garibaldi fut le plus célèbre: il combattit pour la liberté de l'Uruguay et séjourna au Chili où il tenta de fomenter plusieurs entreprises libératrices. C'est au Chili que fut brodé le drapeau qui guida la marche des *Mille*. A. Peyret, un Français qui anima diverses générations du mouvement ouvrier et socialiste, joua un rôle notable en Argentine: il fut, en effet, envoyé comme représentant du socialisme argentin au Congrès socialiste international de Paris.¹

La quatrième immigration politique amène les proscrits de la Commune; la cinquième, les Allemands poursuivis par les lois bismarckiennes, sociaux-démocrates ainsi que quelques amis de Marx et d'Engels; la sixième, des Italiens anarchistes qui furent pendant deux décennies les éléments les plus actifs, les inspireurs des mouvements ouvriers argentin, brésilien, chilien, péruvien et uruguayen: parmi eux Pietro Gori en Enrico Malatesta. Entre les deux Guerres mondiales a eu lieu l'immigration antifasciste au Mexique, celle des intellectuels espagnols, celle de Léon Trotsky, dont est issu le courant novateur actuel de l'histoire sociale latino-américaine.

De l'exil à la Commune

Entre la Révolution de 1848 et la Commune de 1871 il ne se passe que l'espace bref de deux décennies, d'où la continuité historique chez beaucoup des participants. Nombre d'exilés en Amérique latine re-

¹ Il faut mentionner encore au Chili le révolutionnaire français Paul Baratoux qui organisa un détachement de volontaires français dans l'un des foyers de la révolution qui, en 1851, visait à créer La République des Libres, dans la ville de Serena. La révolution vaincue, Baratoux fut condamné à mort. Cf. Benjamín Vicuña Mackenna, *Historia de la Administración Montt*, t. I, Imp. Chilena, Santiago du Chili 1862, p. 279.

vinrent au pays. Nous ne savons pas le nombre exact de «quarante-huitards» qui séjournèrent en Amérique latine. Nous possédons seulement un chiffre partiel, déjà tristement parlant : 239 déportés à Cayenne en Guyane après les Journées de Juin;¹ un grand nombre d'entre eux regagna la France à la suite de l'amnistie de 1859. Les principaux exilés de 1848-1851 sur notre continent qui prirent part aux événements de 1870-1871 furent le jacobin Charles Delescluze; Alphonse Gent, républicain de l'entourage de Gambetta, membre de la gauche à Versailles; Jean-Jacques Pillot, fondateur d'une secte communiste-utopique, et qui sera membre du Conseil de la Commune; enfin Elisée Reclus, internationaliste de tendance jurassienne, bakouniniste.

Gent, avocat, ancien député «montagnard», avait participé en 1850 au complot dit de la «Nouvelle Montagne». Condamné à la déportation dans le comptoir devenu colonie française de Nouka-Hiva, il réussit une anticipation audacieuse de ce que sera la fameuse évasion en 1874 des Communards H. Rochefort et P. Grousset. Arrivé à Valparaíso, il y poursuivit son activité politique, en conformité avec ses principes maçonniques: il réorganisa les loges chiliennes, et indirectement celles d'Argentine. Activité d'importance si l'on se souvient que la majorité des présidents du Chili ont appartenu à la franc-maçonnerie et qu'il en va de même en Argentine à partir de Bartolomé Mitre et Domingo Faustino Sarmiento. Ces derniers étaient à l'époque exilés, comme Gent au Chili. Les proscrits communards seront accueillis plus tard par deux présidents maçons, Sarmiento et le Chilien Errázuriz.

La première réunion organisée par Gent eut lieu le 14 juillet 1850 à l'occasion de l'anniversaire de la prise de la Bastille. Pour diverses raisons, les loges chiliennes «avaient abattu leurs colonnes», Gent les «redressa» ce jour-là (d'après la terminologie spécifique des publications maçonniques officielles).² Le premier «atelier» reçut le nom d'*Etoile du Pacifique* et fut installé à Valparaíso, réunissant une majorité d'exilés français et une minorité de Chiliens qui se trouvaient à Paris au moment de la Révolution de 1848. Il deviendra plus tard «loge mère». L'importance de cette loge tient notamment à la présence d'éléments chiliens qui participeront à un degré plus ou moins grand aux guerres civiles révolutionnaires de 1851 et 1858-1859, qu'ils soient dans l'un ou l'autre camp, ce, suivant le niveau de radicalisation de chacun. Nous ne mentionnerons que les dirigeants chiliens des insurrections:

¹ Cf. G. Bourgin, *La Guerre de 1870-1871 et la Commune*, Paris 1939, p. 16.

² Benjamín Oviedo, *La Masonería en Chile*, Imp. Universo, Santiago du Chili 1929, p. 101; *Revista Masónica de Chile*, année XXVII, octobre 1950, p. 252, et année XXXVIII, mars 1961, p. 92.

José Victorino Lastarria, Francisco Bilbao et Santiago Arcos pour l'insurrection de 1851; Pedro León Gallo et Manuel Antonio Matta pour celle de 1858-1859. Il vaut la peine aussi de relever que les fonctionnaires gouvernementaux qui en 1872 favorisèrent l'immigration des anciens Communards étaient membres des loges réorganisées: tel le ministre chilien à Buenos Aires, Guillermo Blest Gana, tel le gouverneur du Territoire de Magallanes, Oscar Viel.

Parmi les membres de la loge *Etoile du Pacifique*, seuls méritent vraiment mention Paul Baratoux et Dubreuil. A ce moment, Gent tenait une place (assez médiocre) dans l'entourage de Gambetta. Comme au Chili, les maçons de France adoptèrent en 1870-1871 des attitudes diverses. Mais, dans l'ensemble, ils jouèrent un rôle de pont entre les combattants de l'un et l'autre camp. L'attitude de Gent en France, au cours des événements survenus en province, est semblable à celle de ses «frères» conciliateurs au Chili. Quand il fut de retour en France, Gambetta l'envoya à Marseille contrôler la ville devenue rebelle, et mettre fin à sa Commune révolutionnaire qui s'était déclarée dès le 1^{er} novembre 1870. Nommé commissaire avec pouvoirs dictatoriaux, il remplit au mieux sa mission. Il expulsa de l'Hôtel de Ville les révolutionnaires et dirigeants ouvriers Alerini, Bastelica, Esquiros, Maviel, Job (ce dernier émigrera après la Commune à Buenos Aires et y fera partie de la section de l'A.I.T.), et rétablit l'ordre. Cependant, en dépit des sollicitations de la bourgeoisie et du clergé locaux, il n'exerça aucune repréaille.¹ Il eut aussi un rôle important à Tours. Entre autres activités il nomma trois «frères maçons du Chili» – F. Fuchs, Malland et C. E. Vattier² – capitaines d'Etat-major.

Ses anciens compagnons de la «Nouvelle Montagne», Charles et Henri Delescluze avaient suivi des chemins différents. Fidèles à leurs principes, à la «République universelle et sociale», ils lièrent leur destin

¹ Sur tout ce qui concerne l'activité de Gent à Marseille, voir Antoine Olivesi, *La Commune de 1871 à Marseille et ses origines*, Rivière, Paris 1950.

² Charles Edouard Auguste de la Ramée Vattier, ingénieur des mines, joua un rôle qui n'est nullement négligeable dans l'histoire économique du Chili. Né à Paris en 1840, il devint l'employé du plus riche propriétaire de mines du pays. Propriétaire lui-même par la suite de mines d'argent, il épousa une Chilienne et occupa les fonctions de vice-consul de France. Il fut aussi l'associé de Labaudy, du duc de Talleyrand, du baron Seillière... Vattier combattit contre la Commune. Cf. M. Vega, *Album de la Colonie Française au Chili*, Imprimerie et Lit. Franco-Chilienne, Santiago du Chili 1904, p. 125 sqq. Vattier, type du capitaliste français installé au Chili au XIX^e siècle (d'où son attitude politique), symbolise aussi bien la décadence des investissements français au Chili. Il meurt au moment même où tombe en ruine l'exploitation des mines d'argent du pays et où commence l'entrée du capital en provenance des Etats-Unis. Son plus célèbre descendant a été le poète chilien Carlos Vattier.

à la Commune. Charles avait connu le plus sinistre des lieux d'Amérique du Sud : le baigne de l'Île du Diable à Cayenne. Il revint en France après l'amnistie de 1859, publia en 1868 son *De Paris à Cayenne, journal d'un transporté* – témoignage sans grande valeur littéraire, mais qui peut contribuer à expliquer le comportement de Delescluze le 24 mai 1871, lorsqu'il préféra s'immoler tel un héros romantique plutôt que de voir probablement se renouveler son destin sous l'enfer des Tropiques. Henri Delescluze, le cadet, était publiciste plutôt qu'homme d'action. La «Nouvelle Montagne» l'avait conduit à la forteresse de Belle-Ile. Il participa à la Commune, et cela lui valut de refaire le triste voyage de l'exil. Il milita alors aux Etats-Unis dans l'A.I.T. et publia à New York une *Histoire de la Commune*: texte aujourd'hui oublié des bibliographes, qui connut pourtant une grande diffusion à l'époque parmi les proscrits d'Amérique latine.

Jean-Jacques Pillot enfin, autre révolutionnaire bien connu, médecin, sera membre de la Commune.¹ Obligé de quitter la France au moment de la prise du pouvoir par Napoléon III, il vécut pendant huit ans environ en Amérique du Sud, où il trouvait un terrain propice à l'application de ses idées médicales : la médecine de l'époque était en effet plutôt rudimentaire, les professionnels authentiques et avertis, rares ; par contre, l'homéopathie, ou un type de médecine sociale un peu naïve à la manière de Raspail se répandait. (On traduisit, par exemple, à Santiago du Chili le *Manuel de la santé ou Médecine et pharmacie domestique*, de Raspail, dédié «aux pauvres et à ceux qui souffrent».)² Il essaya d'appliquer en même temps ses idées sociales, religieuses, anti-religieuses, et politiques. Il entra en contact avec les autres exilés et a marqué l'histoire de la médecine sociale du Nouveau Monde. L'amnistie décrétée, il revint vivre à Paris. Il retrouva rapidement une certaine audience populaire chez ceux qu'enthousiasmait son prestige médical et son long chemin de combattant social. Expression typique d'une époque parisienne, on le voit réapparaître sur la scène politique au moment de la guerre franco-prussienne. Faisant leur mot d'ordre celui de «la Patrie en danger», ses partisans avaient une certaine force dans le I^{er} arrondissement. Membre et parfois président du Club de l'Ecole de Médecine du VI^e arrondissement, il fut du Comité Central des Vingt arrondissements et participa à la journée du 31 octobre. Elu à la Commune lors des élections complémentaires

¹ Pour tout ce qui concerne la vie de Pillot jusqu'à 1851, voir J. Maitron, D.B.M.O.F., t. VIII, pp. 186-187.

² Raspail, *Manuel de la Salud*, tr. L.R.D.I.E.D.L. (?), Imp. Del Progreso, Santiago du Chili 1849. Un des nombreux livres «socialistes» publiés à l'époque au Chili, produit du romantisme social chilien et des exilés des Journées de Juin.

d'avril, il s'associa à la fraction la plus énergique, aux blanquistes, et vota en faveur du Comité de Salut Public. Prisonnier des Versaillais, il fut condamné le 22 mai 1872 aux travaux forcés à perpétuité, peine peu après commuée en dix ans de réclusion.¹

Spécialiste de l'Amérique du Sud, géographe et révolutionnaire, Elisée Reclus est sans doute de beaucoup plus important. Il a été considéré par de nombreux Sud-américains comme un second Humboldt, et ses travaux ouvrirent la voie à une géographie socio-politique du Nouveau Monde. Il n'est pas nécessaire de faire sa biographie révolutionnaire:² l'admiration que lui porte Max Nettlau suffit. Son activité révolutionnaire en Amérique du Sud est pourtant assez peu connue. Sauvé des Versaillais et de la forteresse de Quélern par les pétitions multiples de savants européens, il se réfugia en Suisse. Là il recommanda à ses compagnons de captivité et aux militants bakouninistes d'émigrer en Amérique du Sud, pays dans lequel il voyait (à tort?) le continent de l'avenir. Il sera pendant des années le conseiller des sections jurassiennes en Amérique latine, le pivot de leur correspondance internationale. Sans la dévotion qu'il inspirait, le développement des sections bakouninistes latino-américaines eût été incontestablement plus lent. Ses publications sous forme de brochures à très bas prix seront source vive d'inspiration et d'espoir en Argentine, au Chili, au Mexique, au Pérou et en Uruguay. Parmi ses plus célèbres admirateurs, on compte les frères Flores Magón, chefs révolutionnaires mexicains, dont l'un sera l'inspirateur d'Emiliano Zapata, le meilleur leader agrarien de la Révolution mexicaine.

Reclus, exilé par le Second Empire, avait débarqué en Amérique latine et, poussé par son désir d'écrire cette *Nouvelle Géographie Universelle* qui sera bientôt fameuse, il parcourut les pays tropicaux, la Colombie en particulier (alors Nouvelle Grenade) qui pour lui se distinguait par son régime libéral, ses clubs socialistes et «la richesse luxuriante de ses forêts tropicales». Il le disait dans une lettre du 3 octobre 1856: «[La Colombie] était sans le savoir la nation la plus libre du monde.»³ Il est vrai qu'il idéalise dans son enthousiasme la réalité latino-américaine, et qu'il dut quelque peu en rabattre; mais ses critiques mêmes justifient sa passion progressiste et libertaire.⁴

¹ Cf. D.B.M.O.F., loc. cit.

² Cf. D.B.M.O.F., t. VIII, pp. 299-301.

³ Correspondance Reclus, t. I, Paris 1911, p. 139. Il en existe une version argentine, trad. Roqué, Ed. Imán, Buenos Aires 1943. On trouve aussi quelques lettres de lui au militant belge Buurmans (copies) dans le Fonds Descaves de l'I.I.S.G.

⁴ Cf. Julio César Jobet, *Ensayo Crítico del Desarrollo Económico-Social de Chile*, Universitaria, Santiago du Chili 1955, pp. 73 et 135.

Grâce à Reclus, un grand nombre de Jurassiens actifs vinrent se réfugier en Amérique du Sud. Il recommandait à Victor Buurmans et à d'autres bakouninistes de refaire leur vie dans le Nouveau Monde. Son prestige de savant donna caution scientifique au malheureux effort de de Lesseps, lorsque celui-ci voulut réaliser le canal français de Panama. On sait que la tentative connut une double fin dramatique: d'une part de nombreux Communards périrent victimes de la fièvre jaune, comme Mégy, l'ex-commandant du fort d'Issy; aussi bien, bon nombre d'adversaires de la Commune – hommes politiques et journalistes – se trouvèrent compromis dans l'Affaire de Panama, ce reflet du régime créé par Thiers.

De l'insurrection de la Martinique de 1870 à la Commune de 1871

Rapprocher ces deux événements peut paraître relativement insolite à un Européen, de même sans doute qu'à la majorité des Latino-américains. Ils ont pourtant assez de traits communs ou offrent au moins une ressemblance imposée par l'époque, compte tenu naturellement de la disparité des conditions qui existent entre une colonie de plantations et une puissante nation moderne. Bien qu'un essayiste français se soit intéressé il y a quelques années à ce surprenant parallèle, le problème exigerait un long exposé historique.¹

La Martinique et la Guadeloupe ont en commun avec les Grandes Antilles une évolution qui, à échelle réduite, y a greffé progressivement une bonne part des caractéristiques du capitalisme, sauf le développement industriel. Tout le processus de l'accumulation primitive ou originelle du capital en Amérique s'y déroule: conquête pour la mainmise sur les métaux précieux et extermination progressive des indigènes, puis leur remplacement par des esclaves africains dans les cultures tropicales: canne à sucre, cacao, tabac, coton. Par la suite le développement de la navigation affermit la société de plantation exportatrice jusqu'au point où elle constitue une économie intégrée dans le marché mondial. Les luttes de classes suivaient naturellement parallèlement leur chemin: de la rébellion primitive, avec ses châtiements implacables, jusqu'aux insurrections motivées idéologiquement; de la résistance passive et la grève à l'opposition politique révolutionnaire. Le tout dans les conditions particulières d'une colonie dans laquelle les classes sociales s'identifient à la couleur de la peau.

¹ Alain Plenel, «Libération nationale et Assimilation à la Martinique et la Guadeloupe», in: Les Temps Modernes, Paris, juin 1963. Il n'existe pas cependant encore de véritable histoire, et complète, de l'insurrection martiniquaise. Je la présente sous forme de schéma, où l'on ne verra pas j'espère une sorte de concession au néo-positivisme althusserien.

La dépendance économique et sociale des noirs et des mulâtres continua bien après leur émancipation politique en 1848. Et l'on voit bientôt se tresser certains liens entre les travailleurs martiniquais et la Première Internationale. La première mention écrite de cette solidarité internationale apparaît dans le *Rapport* de Fribourg et de Charles Limousin présenté à la Conférence de Londres de 1865: «des mesures ont été adoptées pour entrer en correspondance avec Rio de Janeiro [... et] avec les colonies de la Guadeloupe et de la Martinique.»¹ L'année suivante, le *Rapport* du Conseil général au Congrès de Lausanne fait état de ce que la Guadeloupe et d'autres sections «n'avaient pas payé leurs cotisations [...] en dépit des vives sollicitations prodiguées par le Conseil général.»²

Nombre d'historiens ont pris l'habitude de classer les sections de l'Internationale d'après leurs tendances idéologiques principales: proudhoniennes, marxistes, bakouninistes, ajoutant quelquefois les mazziniens, les lassalliens ou d'autres encore. Ceci en général n'est que vue de l'esprit car, encore que les dirigeants des divers groupes semblent avoir été relativement informés des doctrines qu'ils paraissaient soutenir, Marx, Bakounine, Mazzini, Lassalle ou Blanqui étaient chez les adhérents rarement lus.³ Dans la pratique, certaines idées étaient communément acceptées. Les unes remontaient aux années des sociétés de conspirateurs de la Restauration et des temps de la Sainte-Alliance, comme celle d'une République universelle. Les grands principes de la Révolution française étaient déjà largement connus. La période romantique forgea le terme «socialisme», puis Marx et d'autres ajoutèrent que «des travailleurs n'ont pas de patrie». Mais en définitive, bien plus que des idéologies, l'Internationale tirait son élan de la volonté de donner force et unité à un mouvement qui émancipât les travailleurs. Les tendances idéologiques y importaient donc infiniment moins que la pratique. Il est possible qu'elles aient servi parfois de fil conducteur, mais elles demeuraient en dernière analyse une «superstructure» dont la base reposait sur l'action dans ses formes diverses, sur la lutte des classes.

¹ Le Siècle, 14 octobre 1865, Paris. Cf. Max Nettlau, *Certamen Internacional de la Protesta*, Buenos Aires 1927, p. 8.

² *La Internacional*, Imp. et Lib. Juan Olivares, sans nom d'auteur, Barcelone 1872, p. 29. Livre curieux, publié par des bakouninistes, introduit au Chili par des membres de la section jurassienne de l'A.I.T.: il contient des messages, statuts, rapports, comptes rendus, extraits de sessions, des statistiques et une bibliographie. C'est une œuvre habile de propagande bakouniniste qui met d'abord en valeur le rôle des partisans de cette tendance aux Congrès de Genève, Lausanne, Bruxelles et Bâle.

³ Les «idéologies» ont-elles tant de puissance? Maurice Dommanget, dans *L'Introduction du Marxisme en France*, Rencontre, Lausanne 1969, a prouvé que son pays ignorait à peu près tout du marxisme en 1870.

Les principes généraux visaient à la défense du travailleur, leur contenu variant en fonction des situations. En 1870, alors que les Internationaux semblaient mettre tous leurs espoirs dans la République sociale, on s'empressa de donner la priorité à «la Patrie en danger» aussitôt qu'éclata la guerre franco-prussienne: consigne de Blanqui, dont on ne met pas en question ici la conscience révolutionnaire, qui entraîna l'adhésion de ses adversaires proudhoniens, membres de l'Internationale. Un chercheur américain a qualifié tous ces révolutionnaires de «chauvins».¹ Les travailleurs de la Martinique envisageaient en revanche la République en France comme le régime qui permettrait aussi bien l'indépendance nationale que la fin du système des plantations. Actuellement nous ne pouvons guère produire de documents qui précisent tant soit peu l'intervention de la section martiniquaise dans l'insurrection de 1870. Pour éviter la prison et la torture, pratiques coloniales courantes, ses militants n'ont laissé aucun document, ce qui rend difficile la recherche. Mais l'essentiel de l'histoire nous est connu.

Un mécontentement existait depuis longtemps. Il était toujours dangereux d'en faire montre, mais les jeunes, influencés par les idées modernes, trouvaient les moyens d'en débattre. Ceux qui se signalèrent le plus – Villard, Telgard et Bolivard – se réunissaient au sein d'une sorte de société récréative et de discussion à Rivière-Pilote. Ils cachaient le vrai contenu de leurs réunions sous les formes de la fête joyeuse qui est le trait caractéristique des cultures africaines transplantées en Amérique; l'Internationale existait ainsi à l'ombre du folklore afro-antillais. Quelques-uns seulement étaient initiés au secret des rapports avec le Conseil général. En revanche, les conversations sur l'histoire de France et l'attitude favorable aux noirs des hommes de 1848 – Schoelcher, Crémieux – étaient parfaitement légales. Les mécontents adaptèrent d'une part les idées et les principes économiques et sociaux de 1789 à la réalité de l'île; ils assimilaient ainsi la propriété seigneuriale d'Ancien Régime aux plantations et la noblesse territoriale aux propriétaires. Ils donnèrent d'autre part une forme américaine au principe national, en promouvant l'indépendance. Ils se rappelaient enfin que la II^e République avait décrété la liberté des esclaves en accordant son appui aux rebelles contre leurs maîtres planteurs. Ils attendaient une III^e République qu'ils assimilaient à l'Internationale: leurs espoirs reposaient sur le mot de République.

L'insurrection commença au moment où les fonctionnaires coloniaux prirent connaissance officiellement de la Proclamation de la République

¹ Samuel Bernstein, *La Prima Internazionale alla vigilia della Comune di Parigi*, Società 7-8, Florence 1946, p. 602.

du 4 septembre 1870 (c'était le 22). Les jeunes révolutionnaires estimaient que tout allait changer ou qu'au moins on mettrait fin à certaines des injustices les plus criantes, notamment dans le domaine judiciaire: incarcérations arbitraires, procédés illégaux auxquels étaient exposés mulâtres et noirs. Mais dès qu'ils eurent la certitude que rien ne pourrait être reconsidéré à moins d'un recours à la force, comme en 1848, ils partirent pour les campagnes, appelant à l'insurrection. Sans armes, persuadés qu'ils auraient l'appui de la République, ils se lancèrent à l'aventure.

Dans une petite île d'à peine 160.000 habitants, la nouvelle de l'insurrection fit s'effondrer l'«ordre social» en une seule nuit. Petits, moyens paysans, journaliers, répondirent d'emblée à l'appel. L'enthousiasme fit surgir des chefs énergiques, en particulier parmi ceux qui se souvenaient des temps de la libération des esclaves. Les débuts furent sans violence: on se limitait à la cessation du travail. La maladresse de certains planteurs qui menacèrent de prendre les armes et continuèrent à faire travailler les quelques ouvriers qui avaient refusé de se joindre à l'insurrection entraîna un changement d'attitude. La haine des propriétaires mena à la Jacquerie: on mit le feu aux installations, aux fabriques, aux sièges administratifs; quarante centres de plantation brûlèrent durant trois nuits. L'insurrection ne fit qu'une victime, un Blanc du nom de Codé dont le racisme passait les bornes.

Pour les révolutionnaires, jeunes et naïfs, la proclamation de la République en France signifiait que «tout [était] fini pour les propriétaires». Les espoirs qu'ils nourrissaient depuis de longues années leur firent confondre République tout court et République socialiste, la chute de Napoléon III et le triomphe de la cause internationaliste, la reconnaissance officielle de la République par les fonctionnaires et planteurs avec la liquidation du système des plantations. Si la République avait mis fin en 1848 à l'esclavage, la nouvelle République française ferait le pas suivant. Ainsi, au lieu de commencer une véritable guérilla dans les nombreuses zones montagneuses, ils se concentrèrent dans les plaines de Saint-Esprit, un peu comme s'ils célébraient la proche et définitive victoire que Paris devrait reconnaître. Dès que le gouverneur eut connaissance du lieu de leur rassemblement, il y dépêcha les troupes coloniales stationnées dans les deux villes de Saint-Pierre et de Fort-de-France.

Les officiers et soldats habitués au maniement des armes réduisirent rapidement les insurgés. On ne connaît pas le nombre des victimes. Selon le gouverneur, «une centaine d'incendiaires» fut liquidée. Des Conseils de Guerre se réunirent par la suite pour châtier les responsables, «les séditeux et incendiaires qui avaient été les meneurs». Les jeunes Villard et Bolivard, trois autres aussi, furent condamnés à mort;

leurs plus proches partisans aux travaux forcés à perpétuité, les autres à quinze et dix ans de la même peine. Seul Telgard réussit à s'enfuir. La classe des propriétaires de l'île restait intacte. L'insurrection et le massacre furent comme un avant-goût antillais en miniature de la Commune. Une classe sociale n'abandonne pas ses prérogatives, son élan et son pouvoir sans avoir épuisé au préalable ses énergies et sa capacité de défense, dirait Marx.

Les Communards en Amérique latine; problèmes généraux

L'isolement, l'incapacité offensive de la Commune l'avaient vouée à l'échec. Ceux des vaincus qui le purent prirent le chemin de l'exil. Sur l'émigration en Grande-Bretagne, en Suisse, Belgique, Hongrie, et aux Etats-Unis, il existe une information déjà plus ou moins élaborée. Lissagaray a consacré un long chapitre au destin individuel et aux activités des proscrits, sans cependant mentionner particulièrement l'Amérique latine. Pourtant le nombre des proscrits qui s'y réfugièrent n'est pas moins important que dans un quelconque pays européen. Les raisons de cet oubli sont de différents ordres. L'une relève de la géographie: la grande étendue, l'isolement des différents pays dispersèrent les émigrés. Autre raison: l'odieuse campagne de diffamation menée par les Versaillais; la presse et les agents diplomatiques présentaient les réfugiés de 1871 comme des criminels-nés, la lie de la France, alarmant ainsi la classe possédante latino-américaine. Cette campagne influença même des hommes connus pour leur esprit libéral, comme Benjamín Vicuña Mackenna. Deux cas caractéristiques. Un gouverneur provincial, le Sergent-Major Dublé Almeyda, poursuivit les Communards jusqu'à leur expulsion de la plus grande partie du territoire. A Buenos Aires, on leur imputa l'incendie du collège jésuite du Sauveur, qui eut lieu le 28 février 1875. Tout cela obligea un grand nombre d'entre eux à dissimuler leur vrai nom, leur passé politique et leurs idées, à falsifier leur fiche d'immigration afin de pouvoir passer pour des immigrants courants. Certains, craignant d'être expulsés, sans cacher leur identité commencèrent une nouvelle vie pour s'en aller «faire l'Amérique». Troisième raison de l'oubli: les chefs communards de plus grande envergure trouvèrent du travail en Europe et ne s'intéressèrent naturellement pas à l'aventure latino-américaine. Mégy, Chardon et Fribourg sont des exceptions. La majorité de ceux qu'on retrouve en Amérique latine était formée de travailleurs – ouvriers et artisans – et de militants plutôt obscurs dont l'action s'était déroulée dans les villes de province, Marseille, Bordeaux, Lyon, Le Creusot... Mais alors que les exilés en Europe n'eurent pas dans leur majorité d'«histoire politique» («s'ils se réunissaient, c'était pour des conférences instructives ou pour

la célébration du 18 Mars», dit Lissagaray¹), en revanche les proscrits en Amérique latine contribuèrent d'une manière importante au passage du socialisme utopique au vrai socialisme, marxiste ou anarchiste.

Il va de soi que Lissagaray minimise le rôle politique des anciens Communards sur le Vieux Continent dans le but manifeste de démentir les calomnies des Versaillais. En fait, bon nombre d'entre eux continuèrent à l'étranger la lutte révolutionnaire, notamment comme militants au service des différentes tendances de l'Internationale. Mais, de façon générale, l'activité des Communards paraît plus importante dans le Nouveau Monde: création des sections de Buenos Aires, de Montevideo et du Brésil, leur contribution active aussi à la création des sections de Mexico, Valparaiso et Cordoba.

Combien furent-ils à débarquer sur nos côtes? Il n'est pas encore possible de faire une estimation sérieuse. Quand il nous semblait avoir pu établir un chiffre approximatif, de nouvelles données venaient encore l'augmenter. Pour le moment, nous ne pouvons avancer que quelques chiffres partiels: les membres de la section française de l'A.I.T. à Buenos Aires, en majorité anciens Communards, étaient au nombre de 273; les colonisateurs de la Patagonie furent au total au moins 300. (Il est possible toutefois que ce second chiffre englobe plusieurs personnes figurant déjà dans le premier: nombreux en effet étaient ceux qui résidaient à Buenos Aires et à Montevideo avant de partir pour la Patagonie.)

Pour être précise, la recherche devrait reposer sur la comparaison de deux types de données: le nom des immigrants français arrivés pendant la période qui va de 1871 à 1875 au moins, et la liste des noms des anciens Communards qui s'expatrièrent. Examen impossible à réaliser! L'Argentine est un pays d'immigration qui compte beaucoup de Français et on ne dispose que rarement du répertoire des noms de ces immigrants. La Bibliothèque Nationale et les Archives du Pérou ont été deux fois détruites. Au Mexique, les archives sont dispersées. Si la documentation est abondante au Chili, il manque la liste de ceux qui émigrèrent alors en Patagonie: ne reste qu'une sèche statistique! Nous avons donc choisi un autre procédé: établissement de fiches biographiques sur la base des renseignements fournis par les histoires régionales, les monographies, les dictionnaires biographiques, et confrontation des noms de tous les Français découverts. Une fois identifié l'ancien Communard, nous avons interrogé ses descendants quand il était possible de les retrouver; mais combien sont-ils à avoir abandonné le pays, changé d'identité, ou n'avoir pas laissé de descendance?

Une bonne partie des proscrits que nous avons répertoriés étaient

¹ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Paris 1896, p. 462.

francs-maçons, certains étaient même depuis longtemps en relation avec le Nouveau Monde, en relation avec des maçons antérieurement émigrés, en particulier des Marseillais et des Bordelais. Avec leur appui, ils purent entrer en contact avec des francs-maçons d'origine créole occupant des postes importants. J'ai dit que tant au Mexique qu'en Argentine et au Chili les présidents appartenaient à la maçonnerie. D'autres anciens Communards arrivèrent via la Suisse. Enthousiastes d'Elisée Reclus, leur immigration avait été facilitée par la politique pratiquée, comme je l'ai dit, en la matière par les gouvernements du Nouveau Monde.

Les Communards en Argentine

Les problèmes que pose la présence des proscrits Communards en Amérique latine sont multiples : internationalisme, mouvement ouvrier, marxisme, anarchisme, persécutions politiques, journalisme révolutionnaire, nouvel exode à cause du choléra, fièvre de l'or, colonisation, ou encore dissensions internes. Tout cela rend nécessaire une étude approfondie. Comme il n'est pas possible de la faire ici, nous ne donnerons qu'un cadre général devant servir à une future recherche plus exhaustive.

Les trois premières descriptions du socialisme romantique et révolutionnaire en Amérique latine (1848-1852), sont écrites en français.¹ La première présentation d'ensemble du socialisme marxiste a été rédigée aussi dans cette langue par Jean Longuet, petit-fils de Marx ; avec l'enthousiasme caractéristique de sa famille, il écrit : « Le mouvement dans l'Argentine est le plus ancien et le plus important des mouvements socialistes de l'Amérique latine. [Il] fut créé principalement par des immigrants français, allemands et italiens [...] qui participèrent à la fondation des premières organisations [...]. Emile Dumas, aujourd'hui député du Cher et alors ouvrier mécanicien à Buenos-Aires, et le citoyen Achille Cambier, qui, dans la suite, fut le délégué de l'Argentine au Bureau Socialiste International. »² Il faut ajouter qu'Emile Dumas était aussi membre suppléant pour l'Argentine dans ce même bureau depuis le Congrès de Stuttgart en 1907. Mais, à ces indications, exactes, des nuances restent à apporter. Les trois premières descriptions mettaient l'accent seulement sur le Chili et la Colombie, oubliant que les premières actions d'envergure du

¹ J. J. Thonissen, *Le Socialisme depuis l'Antiquité*, t. II, Van Linthout, Louvain 1852, pp. 277-289 ; Mazade dans la *Revue des Deux Mondes*, Paris, t. I, 1852. *Annuaire des Mondes*, Paris, 1850 ; idem, 1851-1852.

² Jean Longuet, *Le Mouvement Socialiste International* [Encyclopédie Socialiste], Quillet, Paris, pp. 618-619.

socialisme romantique remontent à la génération argentine du *Dogma Socialista* d'Esteban Echeverría, de la *Joven Argentina* et de l'*Asociación de Mayo*.¹

Longuet fait aussi quelques oublis. Dans son ardeur de militant marxiste, et pour donner de l'importance au Parti Socialiste et à son principal fondateur Juan B. Justo, traducteur du *Capital*, il paraît oublier que la lutte des classes fut plus ardente au Mexique et au Chili, et que ce ne furent pas simplement des «Français», mais bien des proscrits de la Commune qui apportèrent à Buenos Aires l'internationalisme ouvrier et participèrent vingt-cinq ans plus tard à la fondation du Parti.

L'organisation ouvrière argentine est née en 1856 avec les tentatives mutuellistes des typographes, dont est issue l'*Unión Tipográfica* présidée par l'ancien Communard M. Gauthier. Elle conduira la première grève du pays en 1878; mais un demi-siècle plus tôt des grèves parfaitement réglées s'étaient déjà déroulées au Chili. La grève argentine de 1878 a cependant cette supériorité pour notre propos de faire partie de l'activité internationaliste des anciens Communards.² Arrivés à Buenos Aires, ils retrouvèrent progressivement leur combativité. Le 28 janvier 1872, une section argentine de l'A.I.T. de 26 membres était fondée par un International, ancien élève de l'École Normale Supérieure de Paris, Auguste Monnot. Quelques jours plus tard, les membres de la section sollicitaient la reconnaissance officielle du Conseil général. Le 17 avril, Emile Dumas (qui, nous l'avons découvert, signait sous le nom d'Emile Flech) secrétaire général et «fondateur de l'Internationale de Buenos Aires», fit savoir à Londres que la section avait 89 militants, qu'elle avait de fortes possibilités de développement, et que ses membres étaient sur le point de lancer un journal. Le Moussu, chargé au Conseil général de la correspondance avec les deux Amériques, répondit le 1^{er} juillet que le Conseil reconnaissait la section. Quinze jours plus tard, Dumas (Flech) lui indiquait que la section comptait déjà 273 adhérents.³

¹ Esteban Echeverría (1809-1851), *El Dogma Socialista*. Il existe de ce livre de nombreuses éditions argentines.

² Les histoires du mouvement ouvrier argentin sont nombreuses. Les plus anciennes et en même temps les plus remarquables sont celles de J. Oddone et de Diego Abad de Santillán. Parmi les plus récentes, les plus intéressantes sont celles de S. Marotta, *Movimiento Sindical Argentino*, Lacio, Buenos Aires 1960, et de A. Belloni, *Del Anarquismo al Peronismo*, La Siringa, Buenos Aires 1960. Signalons encore l'utile étude bibliographique de P. D. Weinberg, «Una Historia de la Clase Obrera», in: *Revista Latino-americana de Sociología*, 68/1, Buenos Aires 1969.

³ F. A. Sorge, in: *Correspondance Fr. Engels – K. Marx et divers*, tr. Bracke, Costes, Paris 1950, t. I, p. 132, écrit: «Buenos-Aires [...] comptant déjà 250 membres».

Mais il arrive que les exilés perdent, au cours de l'exil, le sens des perspectives d'ensemble, qu'ils attribuent les échecs qu'ils peuvent connaître à des détails tactiques ou à des questions de parti. Ils s'accusent les uns les autres, oubliant l'essentiel; bientôt tout se transforme en lutte acharnée entre fractions rivales. Sur le plan international, l'A.I.T. représentait une force morale, un espoir, un instrument que toutes les fractions voulaient contrôler. Et si en Europe, en gros, trois grandes forces s'affrontaient – le Conseil général, les Jurassiens, et un «Contre-Conseil» situé aussi à Londres¹ – à Buenos Aires, cette rivalité s'est traduite par une douloureuse méfiance réciproque entre anciens Communards.

L'approche du Congrès de La Haye a précipité les événements, puisque Buenos Aires avait le droit d'y envoyer un délégué. Et alors que Marx écrivait à Sorge, le 27 mai 1872, «nous avons maintenant des relations avec l'Amérique du Sud», Emile Dumas lui écrivit pour lui demander des renseignements sur «Job Désiré qui a été délégué de la Commune à la milice de Marseille, et aussi sur le citoyen Bernaton Auguste, ancien membre de la Commune de Marseille».² A un autre moment de sa lettre, il demandait également des renseignements sur Alexandre Picard «ancien membre de la Commune de Paris [...] avant de lui donner définitivement une tâche dans l'Association». Il suspectait une action possible de l'Alliance ou des amis de Bakounine. Pour Dumas, la fraternité d'armes des Marseillais était fondée sur l'influence qu'ils avaient reçue de Bakounine. Finalement, ce fut Raymond Wilmart, ami de Lafargue exilé à Buenos Aires, qui fut chargé de représenter la section de Buenos Aires.³

En septembre, les membres de cette section publièrent *El Trabajador*, premier organe ouvrier de combat imprimé à Buenos Aires, et dirigé par Dumas. Il eut huit numéros qui portaient en exergue la fameuse devise: «Pas de devoirs sans droits; pas de droits sans devoirs.» *La Comuna* de Mexico, *El Obrero Federalista* de Montevideo, *El Precursor*

¹ Il s'agit de celui que tentèrent de construire Vésinier, Landeck.

² J. Maitron, D.B.M.O.F., t. VI, donne la biographie de Job (Joseph, Désiré, Maxime) dit «de Mulâtre». Blanquiste, il a pris une part active au mouvement marseillais de mars-avril 1871. En revanche, ni chez J. Maitron ni dans le livre d'A. Olivieri, il n'est fait mention d'A. Bernaton. A. Picard nous est également parfaitement inconnu, en tant surtout qu'«ancien membre de la Commune».

³ Tous les extraits de lettres de E. Flech, Raymond Wilmart, Marx, Le Moussu, du côté «marxiste», et de Reclus, Buurmans, Goble, Goukovsky, du camp bakouniniste, proviennent des collections de l'I.I.S.G. et de nos propres archives. Nous comptons publier prochainement un choix de ces documents.

et *El Proletario* du Chili, étaient les autres publications de l'Internationale en Amérique latine.¹

L'action des proscrits dans le domaine de l'organisation est plus vaste encore: ils réussirent à créer deux sections d'importance, une italienne, une espagnole. A la fin de l'année 1872, ils avaient un Conseil Fédéral où chaque section était représentée par deux membres. La section française, dans le plus pur style blanquiste, s'était donné un «Comité Central». Tout cela suscita l'enthousiasme de Marx, et avec l'aide d'Engels et d'autres amis – Samuel Moore, Dronke – il envoya Wilmart à Buenos Aires. Wilmart à La Haye avait fait la preuve de sa fidélité, puisqu'il prévint Londres par exemple qu'à Bruxelles Guillaume lui avait dit que «les Espagnols allaient organiser à nouveau l'*Alliance*, qu'elle était plus que jamais nécessaire.»² Espoir du bakouninisme qui se concrétisa non seulement en Espagne (la F.A.I.), mais aussi pendant un demi-siècle en Argentine. Durant cette période, le mouvement ouvrier sera dirigé par l'anarchisme. Wilmart arriva à Buenos Aires dans les premiers jours de mai 1873. Les étapes de son itinéraire nous sont connues grâce aux lettres qu'il expédiait à Marx. Elles reflètent les sentiments d'un Communiste de tendance blanquiste. Il accuse réception des *Statuts* de l'A.I.T., réclame *La Guerre Civile en France* et le *Manifeste Communiste*, exprime le désir de diffuser le *Capital*. Les nouvelles concernant ses tentatives pour créer une Fédération des Ouvriers Artisans, l'existence et l'activité de sociétés ouvrières, aujourd'hui encore mal connues, sont du plus grand intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier argentin.

Marx a pu nourrir trop d'espairs à l'égard de son jeune disciple; il n'en reste pas moins que Wilmart mériterait une biographie sérieuse.³

¹ *El Precursor* et *El Proletario* du Chili paraissaient avec la même devise.

² Lettre d'Engels à Sorge du 21 septembre 1872, Correspondance, op. cit., p. 92; Correspondance de Wilmart avec Marx, fonds Marx-Engels, I.I.S.G.

³ Ceux qui s'intéressent à Raymond Wilmart se contredisent souvent. Angel M. Giménez (*Los precusores del Socialismo en la República Argentina*, La Vanguardia, Buenos Aires 1917, et *Páginas de Historia del Movimiento Social Argentino*, La Vanguardia, Buenos Aires 1927) le présente comme faisant partie de la Fédération jurassienne. Un historien communiste stalinien anonyme dit à son propos dans *Esbozo de Historia del Partido Comunista de la Argentina*, C.C. del P.C.A., Anteo, Buenos Aires 1947, p. 8: «Cette section [il se réfère à celle de l'A.I.T. en Argentine] fut directement représentée au Congrès de La Haye de 1872 par Raymond Wilmart qui est mort à Buenos Aires il y a quelques années.» De son côté V. Ermolaev insiste seulement sur ses relations avec Marx (*Voprosy Istorii*, 1959, n° 1, pp. 81-97). Carlos M. Rama constate cette contradiction dans son *Historia del Movimiento Obrero y Social Latino-Americano Contemporáneo*, Ed. Palestra, Montevideo 1967, p. 58 (note). Rama ajoute cependant un point inexact: «Plus tard, avocat ayant abandonné les questions sociales»: il se réfère à la période postérieure à la correspondance Marx-Wilmart. Le problème est

Il incarne en quelque sorte la pénétration du marxisme en Argentine, qu'on attribuait jusqu'à ce jour en général aux marxistes allemands du club *Vorwaerts* de Buenos Aires et Cordoba, lequel n'apparaît qu'une dizaine d'années plus tard. Bien que manquant du brio et des capacités d'agitateur de son ami Paul Lafargue, c'était un orateur, poète à ses heures, un avocat, qui joua un rôle dans la Commune de Bordeaux (Nettlau dit qu'il était Bordelais), et assura diverses missions du Conseil général de l'A.I.T. en Europe après l'écrasement de la Commune. On le vit jusqu'au début du siècle participer à toutes les activités publiques populaires, et son nom est au bas de presque toutes les pétitions socialistes adressées au gouvernement de Buenos Aires. Mais son rôle le plus important dans l'histoire sociale de l'Argentine consiste, à notre avis, en ce fait qu'il sentit la nécessité de l'intégration des socialistes étrangers, isolés en groupes nationaux, dans la classe ouvrière argentine en tant que telle. Il fut aussi l'un des inspirateurs de la section de l'A.I.T. créée à Cordoba: ce groupe qui n'eut qu'une vie assez brève (trois ans à peu près, de 1873 à 1875), a été plus typiquement «ouvriériste» que les sections de la capitale. Alors que ces dernières étaient des centres axés sur la nationalité, non sur le métier ou le travail, la section de Cordoba regroupait différentes sociétés d'ouvriers et d'artisans de la région. Elle est objectivement le mouvement pré-curseur des centrales ouvrières cordobanes actuelles.

L'A.I.T. marxienne disparue, Wilmart resta en relation avec les cercles de proscrits communards et de socialistes français, en particulier avec *Les Egaux*. Il poussa à la création de l'*Unión General de Trabajadores*, à la célébration qu'elle entreprit du 1^{er} mai 1890. En 1892, il signa le *Memorial* présenté par le Comité Fédéral des Travailleurs de la Région Argentine à l'occasion de cette journée des travailleurs. Deux ans plus tard il participe de nouveau à la Manifestation du 1^{er} mai qui revêt cette fois une importance particulièrement significative: elle est présidée par l'Argentin Juan B. Justo. Au cours de cette même année 1894 apparaît *La Vanguardia*, dirigée également par Justo. Les journaux socialistes ayant une réelle qualité historique étaient rédigés jusqu'alors par des étrangers: *El Obrero* par des marxistes allemands sous la direction de G. A. Lallement, et *L'Avenir Social* par le socialiste (ancien Communard?) Achille Cambier ou Gambier. On retrouve dans certains articles de *La Vanguardia* le style de Wilmart, très caractéristique, tel qu'on le reconnaît au travers des pétitions socialistes et

plus complexe. Ermolaev et les historiens soviétiques ne voient de mouvement ouvrier que dans celui qui est conduit par des marxistes. Angel Giménez, pour sa part, ne s'est intéressé qu'à la période jurassienne de l'activité de Wilmart, qui suivit la disparition des sections du Conseil général.

ouvrières de l'époque. Il semble qu'il ait eu ensuite des divergences tactiques avec Justo, et il se peut que ce soit la raison pour laquelle Angel M. Giménez ait écrit qu'il était «jurassien». De toute manière, il était, il est bien difficile de discerner alors anarchistes et marxistes. Ils ne se distinguent pas dans l'expression des idées, mais plutôt dans les formes d'action, et l'emploi de certains termes spécifiques.

Ces journaux contrastent avec la publication républicaine et internationaliste *Le Révolutionnaire*, que dirige en 1875 Jean-Baptiste-Stanislas-Xavier Pourille ou Pourcille, dit Blanchet, ancien membre de la Commune.¹ On le connaissait à Buenos Aires comme Stanislas Pourcille, «l'inquiet». Selon une brochure de l'époque, c'était «un fanatique exalté», qui «avait le mauvais œil». Le fait est qu'à l'époque où paraissait le *Révolutionnaire*, survint à Buenos Aires l'étrange incendie dont nous avons parlé, celui du Collège du Sauveur, le 28 février 1875.

La droite catholique et la franc-maçonnerie libérale étaient alors violemment aux prises en Argentine, où régnait l'état de siège, et d'après polémiques se déroulaient dans la presse. Après l'incendie on mit immédiatement en cause les Communards. J'ai dit le rôle de la propagande versaillaise et l'acharnement des hommes de droite qui eurent tôt fait de les transformer en «incendiaires et pétroliers, délinquants et canailles». La police envahit le local de la section française de l'A.I.T., rue Belgrano 448, au centre de Buenos Aires. Elle arrêta onze dirigeants: Pablo Cug, Enrique Broubers, Job Désiré, José Loumel, Julio Auberne (Aubert?), José Dufour, Francisco Roca, Mateo Millot, Francisco Dufour, Ernesto Deschamps et Julio Duboin (ou Dubois).² Ils furent soumis au supplice de la flagellation et restèrent en prison 37 jours, du 14 mars au 20 avril; après quoi on les acquitta.

La sentence prononcée à l'occasion par le Juge Hudson est une pièce juridique d'importance pour l'histoire du marxisme argentin. Elle expose les principes du journal *El Trabajador* et décrit l'organisation: «Il s'agit d'une société internationale, qui est une branche de celle existant en Europe [...] c'est un devoir pour ses membres d'être prêts à se sacrifier pour l'émancipation sociale [...] on exigeait pour [y] être associé la condition d'être ouvrier ou la preuve de ses vertus civiques et sociales, à l'exclusion de ceux qui vivent de l'agiotage, qui appartiennent à un ordre religieux et qui exploitent des maisons de jeu ou de prostitution.» La sentence d'acquiescement fut reproduite dans la

¹ Cf. J. Maitron, D.B.M.O.F., t. VIII, p. 239.

² Nous avons transcrit les noms à la fois à partir du journal *La Nación* de Buenos Aires et de la *Revista Masónica Americana*. On constate quelques légères différences entre les sources.

Revista Masónica Americana.¹ Elle suscita protestations ou acquiescements en nombre : l'incendie, les détentions, l'acquiescement servirent d'instruments politiques. La Compagnie de Jésus déclarait dans une brochure : « La canaille qui incendia le Collège [...] ne nous aurait guère atteint [...] mais [leurs] doctrines déforment les principes universels de morale [et] tendent à perturber l'harmonie des diverses sphères dans lesquelles se déroule la vie sociale [...] »²

La section française se scinda l'année suivante. Les bakouninistes s'en retirèrent pour créer un Centre de Propagande et de Résistance Ouvrière directes. Républicains, anciens blanquistes ayant adhéré au Conseil général à cause de son optique « centralisatrice », et libertaires ouvriéristes ne pouvaient plus coexister dans un même organisme. Tout les séparait, la tactique comme les buts. Leurs ennemis étaient les mêmes, les exploités, l'Eglise... ; leur vocabulaire était semblable ; mais alors que les premiers – les républicains – gardaient pour modèle les Jacobins, acceptaient la propriété privée, les seconds, socialistes, voulaient prendre le pouvoir pour établir un Etat socialiste, tandis que les derniers préconisaient la destruction de la propriété et de l'Etat par l'action directe : un journal anarchiste, *Ni Dieu ni Maître* (bien que le titre soit le même que celui du journal de Blanqui, il n'a rien à voir avec le blanquisme) expose leurs points de vue. Les différends entre les blanquistes, qui passaient peu à peu au marxisme, et les anarchistes eurent leur prolongement sur le plan international, sous la forme d'un échange de lettres entre le blanquiste Baux, ancien Communard résidant à Buenos Aires, et Elisée Reclus. Baux, ancien membre du Comité de Vigilance du XI^e arrondissement de Paris,³ se préoccupait particulièrement du rôle de l'Etat, et l'écrivit à Reclus ; celui-ci lui répliqua dans les colonnes du *Travailleur* de Genève par un article sur « L'Evolution Légale et l'Anarchie, Lettre au Compagnon Baux ».⁴

Le Conseil général avait déjà disparu à cette époque, et cela ne manqua pas d'affecter les sections argentines. Selon le publiciste socialiste José Ingenieros, celles-ci s'éteignirent pour avoir perdu « leur temps et leur activité en futiles rancœurs ».⁵ En vérité, les rancœurs concordaient avec l'évolution générale du mouvement ouvrier sur le plan international et argentin. Les anciens Communards, en particulier, s'étaient soit intégrés au développement capitaliste national, ou bien demeuraient

¹ N° 12, juillet 1875, Buenos Aires, directeur : Bartolomé Victory Suárez.

² *Los Jesuitas en Buenos Aires*, Imp. Americana, 1875, anonyme (écrit par le Père Corlomin).

³ Pour Baux, voir D.B.M.O.F., t. IV, p. 221.

⁴ *Le Travailleur*, Genève, janvier-février 1878.

⁵ José Ingenieros, *Almanaque Socialista de la Vanguardia para 1899*, Buenos Aires 1898, pp. 24-26.

des prolétaires, auquel cas leur appartenance à la classe ouvrière exigeait qu'ils surmontent peu à peu les divisions par nationalités. Plusieurs anciens proscrits avaient adopté la nationalité argentine. En même temps commençait l'afflux de travailleurs de province vers la capitale. D'autre part, la fonction sociale des sections constituées par nationalité devenait largement un anachronisme. Il est vrai que la grande immigration européenne dura encore un demi-siècle, mais à l'ancienne division par nationalité se substituait progressivement la simple division du travail.

Pourtant les anciens Communards gardaient la nostalgie de la révolution «à la française». Des intellectuels socialistes créèrent le cercle *Les Egaux*, les ouvriers imprimeurs la *Société Française des Arts Graphiques Dombrowsky*. Immigrants, ils continuaient à ne pas s'intégrer vraiment à la vie argentine, mais la réalité sociale les transformait au point qu'ils désiraient «faire l'Amérique». L'exemple d'Eugenio Dumas est particulièrement caractéristique. Il était l'âme des *Egoux* dont il subventionnait les publications et auxquels il fournissait un local: sa fortune de fabricant de cigarettes qui employait des centaines d'ouvriers le lui permettait. *Les Egoux*, dont le temps avait réduit le nombre, prirent part en 1894 à la création d'un *Partido Socialista Obrero Internacional* aux côtés d'*Il Fascio dei Lavoratori*, le groupement des ouvriers italiens, et de *La Agrupación de los Obreros Socialistas* d'origine espagnole.

Le club des ouvriers marxistes allemands *Vorwaerts* refusa de se fondre dans un parti qui ne fût pas enraciné dans toute la classe ouvrière argentine. Ses dirigeants marxistes «orthodoxes», à la tête desquels se trouvait Germán Ave Lallement, naturaliste, géographe, et ami d'Engels, étaient convaincus du fait que le socialisme devait être réalisé avec l'aide des nationaux du pays sans que cela signifiât pour autant l'abandon de l'internationalisme. Ils comprenaient la lutte des classes en Argentine comme l'intégration absolue de l'immigrant dans la vie nationale. La situation changea deux ans plus tard. Les 28 et 29 juin 1896 se réunit le Congrès Constitutif du *Partido Socialista Argentino*, dans le local du *Vorwaerts*. Il était présidé par Juan B. Justo, et y participèrent les organisations déjà citées ainsi qu'une série de sociétés formées par les travailleurs créoles; *Les Egoux* étaient représentés par Jorge Ballet et Enrique Thull; d'autres Français, tels Augusto Charon, León Barlog, assistèrent au Congrès comme délégués de diverses organisations syndicales.

Les vieux Communards avaient accompli une mission historique nécessaire: apporter en Argentine le socialisme internationaliste et l'esprit révolutionnaire français. A quoi vint s'ajouter l'influence du marxisme allemand. A une échelle réduite, ce qui s'était produit dans

la genèse même du marxisme se répéta : la fusion de la tradition socialiste française avec la philosophie critique allemande ; Juan B. Justo, le médecin argentin, apportant de son côté l'économie politique, en traduisant le *Capital*. Pourtant le nouveau parti socialiste ne répondait guère encore aux principes énoncés dans le *Manifeste Communiste* : lui faisaient défaut l'attitude révolutionnaire profonde, de même que la volonté sérieuse de s'en prendre à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat. Chez la majorité des membres du P.S.A., la mentalité était celle qui dominait dans la ville de Buenos Aires ; historiquement, la capitale argentine a d'abord été un centre mercantile pour l'intérieur avant de devenir le centre commercial et la Bourse de l'agriculture nationale. Tout cela ajouté à la condition d'immigrants des Européens donna un parti socialiste *sui generis*. L'attitude révolutionnaire véritable fut l'apanage d'autres, des anarchistes.

Aux cours des interviews que j'ai pu faire de descendants de Communards, la majorité d'entre eux rappela avec satisfaction les sacrifices de leurs aïeux auxquels ils devaient leur niveau de vie actuel. D'autres par contre – surtout parmi les jeunes et les étudiants – ne parlèrent de la Commune et de la Révolution permanente.

Les Communards bakouninistes au Rio de la Plata

Il existe une anecdote curieuse qui se rapporte à la préhistoire bakouniniste du Rio de la Plata (Buenos Aires et Montevideo), et concerne un projet de voyage révolutionnaire, qui n'eut pas lieu ; peu avant la chute de Napoléon III, deux animateurs de l'A.I.T. française, Albert Richard de Lyon et André Bastelica de Marseille, déçus par le «chauvinisme» général qui régnait en France, «songent à s'expatrier en Argentine pour y faire la révolution».¹ C'est le même espoir qui anima les anarchistes pendant plus d'un demi-siècle. Les Malatesta, Gori et Durruti s'y rendirent et Diego Abad de Santillán, la grande relique «acrate», y vit encore. Pendant plusieurs décennies, ils dirigèrent avec intransigeance et ténacité le mouvement ouvrier, la F.O.R.A. Ils eurent un grand quotidien, *La Protesta*, auquel collabora Max Nettlau. Pourtant ils connurent leurs premières défaites à Buenos Aires et leurs premiers succès à Montevideo.

L'évolution du mouvement ouvrier du Rio de la Plata est dominée par les anarchistes et ce, en particulier, à cause de l'abandon de la lutte des classes par les socialistes. A l'origine, le mouvement s'inspire du mutuellisme, influencé jusqu'à un certain point par le proudhonisme, très répandu chez les typographes. L'arrivée des proscrits de 1871

¹ Maurice Moissonnier, «La Première Internationale et la Commune à Lyon», in : *La Nouvelle Critique*, Paris, octobre 1964, p. 46.

modifia la situation, et donna quelque popularité à l'Internationale. Mais la prépondérance des tendances blanquistes, qui appuyaient le Conseil de Londres et manifestaient un net mépris pour le syndicalisme, ouvrit la voie au bakouninisme. L'essor du mouvement ouvrier argentin se dessine dès le moment où les anarchistes prennent l'initiative.

Nous ne disposons, en général, que de peu d'informations sur l'activité anarcho-syndicaliste, en dépit des travaux d'Abad de Santillán et de l'abondante production historique récente. Silence qui se justifie probablement par le style clandestin qu'imposait la tradition bakouniniste: confréries secrètes, pseudonymes, langage codé, travail souterrain, ce qui gêne en effet la recherche. En vérité cependant, exception faite de Santillán, on ne peut voir dans le manque d'intérêt porté au sujet par les historiens que le résultat d'un préjugé partisan.

Le premier document qui apporte un peu de clarté sur le sujet est une lettre signée par le frère A. Juanes de Montevideo, en date du 7 avril 1872, adressée au frère Leo Subikursky résidant au Mexique. Tous deux étaient *alliancistes*: il ne nous a pas été possible de les identifier en toute certitude car il ne s'agit là évidemment que de surnoms. Mais le style, le vocabulaire de l'expéditeur sont ceux d'un homme qui a reçu une éducation européenne (Victor Buurmans?, A. Gobley?), et le destinataire semble bien être l'anarchiste polonais Goukovsky: tous deux membres de l'Alliance. On trouve dans cette lettre les grands thèmes fondamentaux de l'époque: l'aide mutuelle proudhonienne; l'organisation des sociétés de résistance; attaques contre Marx et défense de Bakounine. «G. de E. [Guillaume, d'Espagne?] que vous connaissez bien et qui était il n'y a pas longtemps en Suisse et à Paris m'a écrit en me mettant au courant de quelques détails sur le machiavélisme du Conseil général de Londres à l'égard de Bakounine [...] Dans cette république démocratique [l'Uruguay] certains sont favorables aux agents de Londres: presque tous ceux qui ont fui l'Europe ces derniers mois pour s'installer ici. Je crains que nous ne puissions faire rien de plus dans ce climat changé au cas où nous voudrions livrer bataille aux autoritaires [...] Je reviens désolé de Buenos Aires: je n'ai rencontré d'accueil favorable que parmi les ouvrier boulangers [à la société de secours et de résistance].»¹

¹ «Documentos para la Historia del Anarquismo en América», publiés par José C. Valadés dans *Certamen Internacional de la Protesta*, Buenos Aires 1927, p. 84. Comme le précise Valadés, il n'a pu que reproduire des copies trouvées parmi les documents d'un ancien officier mexicain. A notre avis, il s'agit de traductions du français: on y rencontre quatre gallicismes, de forme ou de vocabulaire. Il est certain qu'elles proviennent d'un «cabinet noir» policier, que Reclus mentionne très souvent.

A. Gobley, V. Buurmans avaient séjourné à Quélern avec Elisée Reclus et voyagèrent ensuite en Amérique latine. Avant la Commune, Gobley avait déjà résidé dans le Nouveau Monde, exerçant le métier de chapelier. De retour, il alla d'abord à Montevideo, puis se rendit au Brésil, pour s'établir définitivement à Buenos Aires. Citoyen prospère en 1878, à la tête d'une nombreuse famille, son fils étudiant à l'Université, il demeurait toujours un militant décidé. Son séjour au Brésil coïncide, et ce n'est pas un hasard, avec l'organisation de nombreuses sections de l'A.I.T. (branche jurassienne). Il fit de même à Buenos Aires. Le cas de Buurmans est différent. Belge, journaliste, constamment en voyage, il participa à la Commune, se rendit ensuite en province, et un peu plus tard s'embarqua pour l'Amérique latine. Il passa par Buenos Aires, Montevideo, Rio de Janeiro et Mexico, portant partout son inquiétude libertaire. A son retour en Belgique, il écrivit plusieurs articles sur l'Amérique.¹

Dans l'intervalle avait eu lieu «la bataille avec les autoritaires», cette bataille avec les blanquistes que le frère A. Juanes avait prévue et redoutait. Fin 1872 fut décidée la publication de *El Obrero Federalista*, qui, son nom l'indique suffisamment, était marqué par le proudhonisme et le bakouninisme, afin de faire échec à *El Trabajador* d'Emile Dumas et Julio Auberne (ancien Communard lui aussi). En 1876, la branche sud-américaine du Conseil général ayant disparu, la section de Montevideo de l'A.I.T. se transforma en *Federación Regional de Montevideo* qui demanda son affiliation officielle à la branche jurassienne survivante au Congrès de Verviers. Le 1^{er} septembre 1878 elle devint la *Federación Regional de la República Oriental del Uruguay de la Asociación Internacional de Trabajadores*: Francisco C. Calcerán en était secrétaire général. D'après celui-ci, elle se composait de six organisations de métiers, cinq sections proprement dites de l'A.I.T. et deux mille adhérents ou membres sous diverses formes. Elle publia le Programme et les Statuts de l'A.I.T., et plusieurs autres brochures.² Pedro Bernard, ancien Communard, maintenait le contact avec l'Alliance ou la Centrale Jurassienne: il était le seul à recevoir régulièrement en Amérique du Sud le *Bulletin* jurassien, depuis janvier 1877 jusqu'à son dernier numéro.

Les marxistes réussirent presque par la suite à contrebalancer l'influence bakouniniste. On se trouve alors en présence d'une étrange situation, mais très caractéristique du pays. Alors que dans le Vieux Monde la scission des deux tendances (outre d'autres causes plus

¹ Cf. lettres de Reclus à Buurmans, Collection Descaves, I.I.S.G.

² Carlos M. Rama a reproduit le Programme et les Statuts dans *Nuestro Tiempo*, Montevideo, n° 2, 1955.

générales) sonnait le glas de l'A.I.T., marxistes et bakouninistes réussirent à coexister en Uruguay en dépit de leurs âpres controverses internes et même à perfectionner leurs organisations. La *Federación Regional* comptait des citoyens de position sociale et politique élevée. Autre paradoxe uruguayen : alors que le *Bulletin* jurassien disparaissait le 25 mai 1878 (ce fut le dernier journal de la Première Internationale en Europe), *El Internacional*, qui représentait la même tendance, faisait son apparition le 5 mai à Montevideo : il était édité avec la collaboration d'anciens Communards favorables à l'ex-Conseil général. Bien que Marx eût déclaré que l'Internationale était une étape historique maintenant révolue, que Bakounine eût disparu, leurs disciples en Uruguay conservèrent une ardeur commune. Il n'y a par conséquent rien d'étonnant qu'à l'heure actuelle certaines tactiques ou stratégies politiques considérées comme dépassées dans d'autres pays trouvent à Montevideo de nouveaux et énergiques soutiens.

Le démembrement de la section uruguayenne commence au moment où sa fraction la plus importante et la plus active abandonne le pays. Selon les termes du sociologue José Ingenieros qui connut en personne les Internationaux de Montevideo : «un noyau réduit de militants se rendit au Chili en 1881, annonçant peu de temps après à la Fédération de l'Uruguay l'organisation de deux sections à Valparaiso et à Santiago du Chili.»¹ Le Chili était à l'époque la nation la plus développée d'Amérique du Sud et celle qui comptait le plus fort pourcentage de prolétaires ; l'Uruguay était, et reste toujours, fondamentalement agricole. L'espoir des révolutionnaires consistait à tenter de mobiliser la partie la plus efficace et la plus moderne du continent. C'est cela même qui provoqua la décadence de l'A.I.T. en Uruguay. Vers 1884, la section uruguayenne avait disparu. Les anarchistes reprirent pourtant leurs efforts dès l'année suivante en fondant la *Federación Obrera Local Uruguaya*. Jusqu'à la fin du siècle et pendant de nombreuses décennies du XX^e, ils dirigèrent le mouvement ouvrier.

Le Chili

Les Communards proscrits arrivèrent au Chili tantôt individuellement tantôt collectivement. Les uns, sans autorisation légale ; ils contribuèrent néanmoins eux aussi à apporter aux provinces une vie économique organisée et une administration publique régulière. Les autres, qu'un exode massif amenait via Buenos Aires et Montevideo, bénéficiaient de permis et d'autorisations : ils formèrent un courant d'émigration en direction de territoires inhabités, vers la Patagonie et la Terre de Feu.

¹ José Ingenieros, op. cit.

Une consultation préalable avait été organisée par le ministre chilien à Buenos Aires, Guillermo Blest Gana, à la demande de proscrits résidant sur les deux rives du Rio de la Plata. Le ministre était un poète romantique, frère du romancier connu Alberto Blest Gana. Tous deux avaient manifesté leurs sympathies à la révolution chilienne de 1851 et accueillirent favorablement les Communards, dans la mesure notamment, je l'ai déjà souligné, où les liens de la maçonnerie les liaient à beaucoup d'entre eux. Ils agirent de manière à éviter les attaques des conservateurs chiliens ou des membres de la mission diplomatique française; ils s'adressèrent directement au gouverneur militaire de la Patagonie et de la Terre de Feu, le capitaine de frégate Oscar Viel. Ce dernier, un franc-maçon encore, était le fils d'un ancien officier de la Garde de Napoléon I^{er}, Benjamin Viel, général français au service du Chili depuis l'Indépendance. L'appui du ministre des Affaires étrangères Adolfo Ibáñez leur était également acquis.

Diverses raisons, divers espoirs étaient à l'origine de cet exode colonisateur. Il fallait fuir Buenos Aires et Montevideo, alors en proie à la fièvre jaune; c'était en même temps un moyen d'échapper aux bas salaires et à la misère qui étaient le lot de ces deux villes à forte immigration mais faible activité industrielle. Ceux qui partaient nourrissaient aussi l'espoir de mettre en valeur des terres vierges et de trouver de l'or (on venait d'annoncer en effet la découverte du métal en Terre de Feu). L'objectif des fonctionnaires chiliens, pour leur part, était de consolider la domination précaire qu'exerçait leur pays sur l'extrême sud du continent. Ces territoires étaient revendiqués par l'Argentine, convoités aussi bien par des pays européens; il était donc nécessaire de pouvoir compter sur des habitants relevant du gouvernement chilien pour faire contre-poids aux colons bénéficiant d'une autorisation du gouvernement argentin. Le ministre chilien Adolfo Ibáñez déclare: «Quant à la crique du Rio Gallegos, vous pouvez procéder de la même manière, en faisant en sorte que puissent s'y établir quelques familles de Punta Arenas et ce, afin que si le gouvernement argentin prétendait prendre possession officiellement de cet endroit il le trouve occupé par des nationaux chiliens.»¹

C'est ainsi que commença l'aventure méconnue, ou plutôt la mésaventure de quelque trois cents Communards transformés en avant-garde de la colonisation capitaliste dans la zone la plus australe de la terre. Ils étaient décidés à jouer le rôle de pionniers de la civilisation. Oscar Viel, le gouverneur, leur avait donné carte blanche pour établir leurs hameaux, chercher de l'or, chasser le loup de mer dont la peau

¹ Lettre à Viel, Santiago, Chili, 6 mars 1874, Correspondance du Ministère des Relations et de la Colonisation, 1873-1874. Archives de ce ministère.

était très recherchée, et cultiver la terre, avec promesse qu'on leur accorderait ensuite des titres de propriété. Tout cela provoqua d'ailleurs un épisode plutôt inattendu à Rio Gallegos: alors que le gouverneur Viel expulsait de Santa Cruz le remarquable colonisateur français Ernest Roquaud, parce que porteur d'une autorisation délivrée par l'Argentine, il confiait au Communard Célestin Bousquet la colonisation de Rio Gallegos. Paradoxalement, c'était un Communard qui représentait l'expansion chilienne!¹ En face de lui, Roquaud, ancien et riche résident en Argentine, passionné par l'aventure colonisatrice, hanté aussi par le désir d'être un jour un grand propriétaire terrien.²

Viel s'était emparé militairement l'année précédente de Santa Cruz et de Rio Gallegos. Lorsqu'il dépêcha les Communards emmenés par Bousquet dans cette dernière ville, avec mission de s'y établir, il confia à ce dernier la représentation officielle du Chili. Bousquet prit possession des bâtiments construits par l'armée chilienne. D'autres logements furent occupés par quelques chasseurs et trafiquants en peaux. Bousquet et les siens purent avoir le sentiment d'être devenus propriétaires terriens.³ Lorsque Bousquet cependant se rendit l'année suivante à Punta Arenas, capitale chilienne du territoire, dans le détroit de Magellan, pour réclamer les titres de propriété définitifs de ses terres, faire provisions et vendre les produits de son travail, il eut à affronter des obstacles insurmontables. Les contingences du développement capitaliste chilien avaient bien modifié la situation! L'expansion visait un bénéfice immédiat et tangible, recherche de salpêtre, d'iode, de borax et d'argent dans le désert, au-delà de la frontière Nord, ce qui impliquait nécessairement une transaction internationale: le Chili devait choisir entre le voisinage de nations hostiles, ou l'abandon à l'Argentine de la façade atlantique de la Patagonie et de la Terre de Feu. La puissante Bourse de Commerce de Valparaiso sut naturellement imposer ses intérêts au sein du Gouvernement. On enregistra dans l'immédiat la chute du ministre Adolfo Ibáñez qui non seulement

¹ Bousquet s'était mis au service du Chili à partir de 1873. En premier lieu, comme membre de l'entreprise française appartenant à un certain Pertuiset que subventionnait le gouvernement et qui avait 40.000 hectares en concession dans les îles Dawson et la Terre de Feu, en échange de l'engagement de défendre ces territoires au nom du pays. Bousquet fut ensuite propriétaire lui-même et représentant du Chili à Rio Gallegos.

² Armando Braun Menéndez, *Pequeña Historia Patagónica*, 2^e éd., Emecé, Buenos Aires 1936, pp. 143-144, 150.

³ *Presentación de Célestin Bousquet au Gouverneur de Magallanes*, 9 juillet 1902, tendant à justifier son droit d'obtenir des terres de l'Etat dans la région urbaine de Punta Arenas; le texte est accompagné d'une relation détaillée des services rendus au pays. Dossier Colonisation, 1904, Archives de l'Intendance de Magallanes, Punta Arenas. Bousquet dans sa relation expose en détail l'aventure.

était favorable à l'expansion territoriale en direction de l'Atlantique, mais encore avait placé une partie de ses capitaux dans les mines de charbon du détroit de Magellan.¹ Le gouverneur Viel céda la place au Sergent-Major Dublé Almeyda. Alors que Viel, parlant des Communards, écrivait à Guillermo Blest: «chaque émigrant qui arrive dans ce territoire est un bien inestimable», le nouveau gouverneur était, lui, fort hostile aux proscrits. Autoritaire, il était entièrement dévoué à la cause de ceux qui poussaient à l'expansion en direction du désert salpêtrier encore aux mains de la Bolivie et du Pérou. Roquaud avait perdu tout espoir de devenir colon argentin à cause de Viel; Bousquet et ses compagnons eurent finalement le même sort, qui durent compter avec la nouvelle politique extérieure chilienne et la haine que leur témoignait Dublé Almeyda. Les terres de Rio Gallegos passèrent, avec le temps, à d'autres colons jouissant d'une concession argentine. Trente ans plus tard, Bousquet se contentera de réclamer la concession gratuite d'un petit terrain en ville de Punta Arenas lorsqu'il exposera au gouvernement sa *Presentación y Relación de Servicios* que nous avons citée.²

La majorité des Communards qui résidaient à Punta Arenas connut des mésaventures similaires. Ils étaient arrivés avant que Viel ne transforme en ville l'ancienne bourgade pénitentiaire de Fort Bulnes. Ils furent d'excellents collaborateurs du gouverneur, qui put établir ainsi les plans d'une cité et porter le nombre de ses habitants de 200 à 1.145. La découverte d'or faite par le Français Levinière dans le fleuve qui baigne Punta Arenas y aida puissamment. Les hommes remontèrent en grand nombre le fleuve, tandis que leurs femmes et enfants lavaient le sable aux abords de la ville. Avec l'or tout commença à fleurir: des commerçants s'installèrent, fournisseurs de marchandises, organisateurs de divertissements, nouveaux immigrants européens et

¹ Ibáñez a contribué à l'organisation de la société charbonnière de Magallanes – créée par l'ingénieur militaire français, Hilaire Bouquet (M. Vega, Album, op. cit., p. 66). Bouquet organisa durant la guerre du Pacifique (objet: la conquête militaire du salpêtre) un régiment de volontaires français qu'il commandait en qualité de colonel. Nombre des volontaires furent d'anciens Communards. Bouquet périt des suites d'une blessure reçue au cours de cette campagne. A sa mort, son ami Eduardo de la Barra et Ibáñez lui rendirent hommage. Je ne sais si Bouquet fut un ancien Communard: sa famille résidait en France et lui envoyait de l'argent. De la Barra, admirateur de l'Internationale, membre important de la franc-maçonnerie, fort hostile à Thiers, éloigné de toute activité commerciale, écrivit un article pour obtenir des souscriptions pour la Sociedad Carbonífera de Magallanes, El Ferrocarril, Santiago, 17 mai 1873. Cette entreprise compta de nombreux anciens Communards parmi ses ouvriers; mais elle fit faillite en raison de la mauvaise qualité du minerai.

² La Comunicación de Viel et la Presentación de C. Bousquet feront partie d'un choix de documents que nous comptons publier sous peu.

chiliens. Mais Dublé Almeyda, dès sa nomination, chercha à arracher le gisement principal des mains des proscrits et de les chasser de la région. Les persécutés répondirent par une procédure juridique. Ils recoururent aux services de l'avocat démocrate Ramón Arriagada. Ils lui offraient pour honoraires ce qu'ils avaient de plus précieux : la propriété minière. Il était plus important à leurs yeux d'être colons, d'avoir une terre, afin de refaire leurs vies. Arriagada gagna le procès.¹ La force de contrainte du pouvoir fut pourtant plus puissante ; la majorité des Communards dut en effet abandonner la région. La plupart s'égaillèrent sur la côte atlantique, en Argentine et en Uruguay ; les autres établirent leur résidence au centre du pays, comme ce fut le cas du proscrit Joigneux (ou Joignaut).²

Un auteur de l'époque, admirateur du Sergent-gouverneur, rapporte l'épisode en ces termes : «Dublé Almeyda était parvenu à faire évacuer Punta Arenas par la majorité des communistes français et la Colonie traversait une période de tranquillité tandis que commençaient les travaux qui devaient lui assurer son avenir.»³ Cette «tranquillité» (qui se traduit par la perte d'un tiers de sa population blanche, et il n'existe pas de statistiques sur les indigènes exterminés sous l'administration de Dublé Almeyda) ne dura pourtant pas longtemps. Même la garnison qui était aux ordres du gouverneur finit par ne le plus pouvoir supporter. Les soldats chiliens, peu portés pourtant au pronunciamiento militaire, entrèrent en rébellion au cri de «Mort au Gouverneur!». Le 11 novembre 1877 eut lieu la mutinerie des Artilleurs, qui contrôlèrent la ville pendant quelques jours. Le jour même où, par un hasard ou une ironie de l'histoire, Abel Guillaume, ancien Communard, arrivait à Punta Arenas en compagnie d'un voyageur britannique, il fut le témoin du châtement imposé au Sergent-gouverneur.⁴

Quelques anciens Communards étaient parvenus à échapper en même temps que Guillaume aux persécutions de Dublé Almeyda : François Arnaud, Célestin Bousquet, Jules Cordonnier, Edouard Lamire et François Poivre. En 1904, «ils occupent une position honora-

¹ Ces renseignements se trouvaient en la possession du fils du défenseur et ont été communiqués par le Professeur Abraham Pimstein (Université du Chili) ; ils sont indirectement confirmés par l'ouvrage de Robustiano Vera, *La Colonia de Magallanes y Tierra del Fuego*, Impr. de la Gaceta, Santiago du Chili 1897, p. 205. Vera était vigoureusement anti-communard.

² Alfred Joigneux ou Joigneux est mentionné dans le livre rarissime de Luis Carreras (?), *París a Sangre y Fuego*, Librería Española de I. López, Barcelona 1871, p. 6. Ce livre contient des comptes rendus de procès de Communards. Il fut réédité au Mexique par la section mexicaine de l'A.I.T.

³ R. Vera, op. cit., p. 205.

⁴ B. Vicuña Mackenna, *La Patagonia*, Centro Editorial, Santiago du Chili 1880.

ble [...] par leur travail et leur probité».¹ Il en allait autrement de Georges Méric, proscrit lui aussi: il était fort riche, comptait, en 1906, parmi les plus grands propriétaires terriens et éleveurs de bétail. Grand exportateur de laine mérino, il faisait régner dans ses fermes le système d'exploitation capitaliste le plus rigoureux, le régime de la feuille de paie (analogue à celui qu'on appelle en Angleterre *truck system*, ou en France livret de travail).

Mises à part quelques exceptions toutefois, les Communards furent à l'origine du puissant mouvement social qui se développa en Patagonie chilienne et argentine. Compte tenu du petit nombre de ses habitants, c'est là que se sont développées les luttes sociales les plus vigoureuses de toute l'Amérique latine. Mais la distance qui sépare la Patagonie des capitales, Santiago et Buenos Aires, a contribué largement à bloquer ses possibilités de rayonnement.²

Les Communards au Chili central

Il y a les lieux de passage et les lieux d'arrivée dans l'itinéraire des proscrits de la Commune: la Terre de Feu et la Patagonie servirent de points de transit; le Chili central fut un point d'aboutissement. Mais ici, plus guère d'aventure colonisatrice ou aurifère, plus d'idéologie porteuse de rébellions. En revanche, d'autres faits apparaissent, notamment les conditions de l'installation, de l'enracinement des proscrits en terre étrangère. Cela permet de constater une fois de plus qu'un changement de milieu et de conditions sociales, accompagné d'une amélioration du *statut*, modifient la conscience révolutionnaire.

Les Communards qui arrivèrent au Chili central, à Valparaiso et Santiago en particulier, se muèrent en «franco-chiliens». Ils arrivaient dans un pays retardataire, aux classes sociales très différenciées. Le développement capitaliste du pays leur permit de s'adapter rapidement. Valparaiso, Santiago étaient deux villes marchandes qui ne pouvaient certes prétendre au niveau d'urbanisme ou de culture des cités européennes, à leur stade de progrès, à leur joie de vivre. Mais la soif de richesse pouvait s'y apaiser avec une facilité toute comparable.

¹ M. Vega, *op. cit.*, pp. 194 et 195.

² L'évolution du mouvement ouvrier anarchiste et socialiste de l'Amérique australe apparaît comme un résumé des luttes de classes du capitalisme moderne. Son histoire comprend tout: grèves partielles et générales; syndicats et fédérations; massacres collectifs, rafles et fusillades; revues, journaux, littératures anarchiste et socialiste en abondance; conventions collectives depuis 1912; fondation la même année d'un parti socialiste; insurrections et brève occupation de la ville de Puerto Natales par le prolétariat. Depuis les années 1940, une période électorale calme a commencé et dès lors, la majorité aux élections est toujours détenue par les socialistes. Il y a là matière abondante à recherche.

Valparaiso, siège de la première Bourse de Commerce de l'Amérique du Sud et du Pacifique, possédait un quotidien influent, *El Mercurio*, nombre de banques; Santiago, moins actif, était un centre administratif et d'éducation déjà cependant d'importance: les activités minières et l'agriculture, les prêts qui les rendaient possibles, un commerce non négligeable soutenaient son développement. Le capitalisme chilien plaçait en ces années ses fonds sous forme d'investissements dans les mines chiliennes, boliviennes, péruviennes, argentines, et monopolisait de la sorte les exportations andines à destination de l'Europe.

La riche bourgeoisie chilienne qui se répartissait en trois grandes catégories d'activités, mines, prêts ou banque, agriculture, était naturellement déchirée de conflits internes qui résultaient de ses intérêts divergents. Non moins naturellement, elle était cependant unie dans son comportement particulier et sa psychologie, dans la mesure par exemple où elle visait à atteindre le train de vie de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie parisiennes. Elle imitait les us et coutumes de celles-ci; elle s'assurait les services d'architectes, de peintres, de techniciens, de couturiers et de cuisiniers français; une résidence chilienne était le pastiche d'une résidence parisienne; ne pas envoyer son fils à Paris était une honte et signe de pauvreté. Toute la littérature chilienne de l'époque est imprégnée d'influences françaises. Blest Gana décrit l'arrivisme social dans de nombreux romans (*Martin Rivas*, *Los Transplantados*). Bref, chaque Français ou Française était bien accueilli, encouragé dans la poursuite de ses activités pour autant qu'elles révèlent le «style» de son pays. N'importe lequel d'entre eux pouvait se faire une situation stable et rapidement prospère dans l'artisanat, le commerce, la tannerie, l'hôtellerie, la couture, la viticulture, le monde du spectacle... Je n'entends pas suggérer par là que tous les Communards proscrits perdirent leur conscience révolutionnaire, et devinrent des «petits bourgeois» uniquement préoccupés de faire fortune. Là n'est pas le problème. En fait le *besoin* fit qu'ils durent s'adapter aux conditions et possibilités existant dans le pays, devenant ainsi partie intégrante de la prestigieuse colonie franco-chilienne.

Quelques exemples. Emmanuel Tulaud et J.-B. Littault, qui avaient fréquenté en France le peintre Courbet, fondèrent famille au Chili et y jouirent vite d'une situation économique prospère.¹ Victor

¹ E. Tulaud a établi les plans des œuvres architecturales les plus importantes de Santiago de l'époque: El Cerro (colline) de Santa Lucía, Théâtre municipal, Palais Consiño, etc..., ou tout au moins en fit la décoration. Il épousa une chilienne et mourut à Talca en 1882. J.-B. Littault fut aussi un architecte de renom, cf. M. Vega, op. cit., renseignements vérifiés par les services des Archives nationales.

Amédée Le Besgue (fils du fameux membre de l'Académie des Sciences), qui avait servi dans la Garde nationale, fut l'un des fondateurs de la Société des Employés de Commerce de Santiago, en même temps qu'un respectable homme d'affaires. Certains anciens Communards se firent ouvriers d'imprimerie à Valparaiso, firent partie de la Société des Typographes adhérente à l'A.I.T. jurassienne;¹ mais ils étaient devenus rapidement gérants ou propriétaires d'ateliers. Il est vrai que François de Bèze, qui avait pris part à la Commune d'Alger, resta imperturbablement sur d'orgueilleuses positions révolutionnaires. Il rédigea avec la collaboration du Chilien Víctor J. Arellano une très solide étude intitulée *El Capital y el Trabajo*,² inspirée aussi bien par la réalité nationale que par ses lectures de Proudhon, Lassalle, Marx. Mais il n'est presque qu'une exception. Mettre en relief seulement les quelques rares contributions des Communards franco-chiliens au développement du socialisme au Chili serait, c'est un fait, profondément déformer la réalité. Il est vrai que de nombreux proscrits prirent une part active dans la vie des sections chiliennes de l'A.I.T. et coopérèrent au développement du mouvement ouvrier.

En insistant sur ce point nous pourrions donner l'impression de partager l'idée inexacte selon laquelle le mouvement ouvrier de classe est d'abord issu de l'action d'émigrés européens. Une étude très répandue, largement traduite, de V. Ermolaev est sans doute la meil-

¹ La Société typographique de Valparaiso (fondée le 6 mai 1855) et l'Union des typographes de Santiago (18 septembre 1853) – premières organisations d'ouvriers du Livre en Amérique du Sud – furent au début des sociétés mutuelles proudhoniennes, mais aussi des centres de résistance. En 1871 et en 1881, quand il fut question de créer les sections de l'A.I.T. au Chili, les membres les plus avancés de ces sociétés essayèrent de les transformer en sections. C'est ce qui se passa dans les faits, quoique non dans la forme. Par l'intermédiaire de la section espagnole, elles adhèrent à la fraction jurassienne, mais sans changer de nom. En ce qui touche les relations internationalistes des typographes, nous disposons d'une documentation imprimée; Max Nettelau, *Documentos inéditos sobre la Internacional y la Alianza en España, La Protesta*, Buenos Aires 1930, p. 41, écrit: «Ils ont adopté les premières mesures pour créer un noyau visant tout d'abord à implanter l'Internationale [...] à [...] Valparaiso (1871)»; José Ingenieros, op. cit., déclare: «En 1881, un noyau réduit d'internationalistes de Montevideo se rendit au Chili et, peu après, il fit savoir à la Fédération d'Uruguay que des sections avaient été constituées à Valparaiso et à Santiago du Chili. On ne sait si ces sections demeurèrent en activité après leur fondation.» On ignore tout en effet de leurs éventuelles actions ultérieures; les typographes, la section de Montevideo disparue, cessèrent d'écrire; les relations avec les sections espagnoles en revanche continuèrent. Notons que les Français appartenant à la typographie furent engagés par l'imprimeur Gillet de Valparaiso. Il semble que ce dernier avait été un Communard. Il mourut à Paris où il était revenu après l'amnistie.

² Valparaiso 1896.

leure illustration de cette erreur. Nous nous y arrêterons parce qu'ayant fait école, elle correspond à une conception trop facilement acceptée de l'histoire ouvrière de l'Amérique latine. Dans un esprit qui se veut marxiste, cet ouvrage grossit le rôle des immigrants européens en général, et celui des marxistes en particulier: «Un fait cependant est général: le prolétariat latino-américain se forma principalement à partir des milieux d'émigrés européens.»¹ Conclusion d'ensemble qui ne correspond pas à l'évolution dans les régions andines, encore moins au Chili. Ce n'est qu'en Argentine que la grande exploitation agricole capitaliste ainsi que l'élevage et l'industrie s'étaient organisés sur la base d'un prolétariat mixte, composé aussi bien d'immigrants européens que de créoles, les *cabecitas negras* («petites têtes noires»). Généraliser à partir de quelques exemples de détail ne saurait relever de l'histoire. Tout cela n'aurait pas grande importance s'il ne s'agissait que de l'opinion erronée d'un chercheur. Tel n'est pas le cas: nous sommes en présence d'une tendance idéologique fort répandue. Au lieu de souligner l'originalité du processus historique latino-américain, cet ouvrage est une compilation de données choisies *ad hoc*, isolées de leur contexte, pour présenter une répétition imaginaire de l'évolution médiévale européenne, soit un fantastique féodalisme latino-américain, tout un système social ressuscité, qui commencerait à péricliter à partir de l'immigration des Communistes. Cette répétition historique susceptible de justifier les transplantations tactiques partisans laisse inexplicables les aspects réels et les plus importants de l'évolution sociale et politique.

L'Argentine et le Chili par exemple sont très différents du point de vue économique et social, et ont suivi des chemins historiques distincts. L'Argentine est un pays agricole, avec une immense plaine irriguée et une capitale en pleine croissance; sa constitution est fédérale. Le Chili, un pays minier, montagneux, désertique, étroit, dont la constitution

¹ V. Ermolaev, «Voznikovenie pervykh rabočich organizacij i marksistskich kružkov v stranach Latinskoj Ameriki (1870-1900 gg.)», in: *Voprosy Istorii*, 1959, n° 1. Traduction chilienne in: *Orientación*, Santiago, n° 5, 1^{er} et 8 mai 1959; traduction uruguayenne in: *Estudios*, Montevideo, mars 1960; traduction française in: *Recherches Internationales*, n° 32, juillet-août 1962. La citation ici donnée est extraite de cette dernière version, qui a été la plus largement diffusée dans le monde. Outre l'erreur signalée, il en est d'autres, de détail, parfois divertissantes. P. 60, on écrit que: «Luis L. Olea au Chili, Carlos Baliño à Cuba [...] avaient lu au cours des années 60 le Manifeste du Parti communiste et autres œuvres de Marx et d'Engels.» Olea est né en 1870. A noter cependant plusieurs parties qui ne sont pas sans intérêt dans l'étude d'Ermolaev: les matériaux provenant de Nettlau (qu'il ne cite pas), des références et citations d'auteurs mexicains, des extraits de lettres de Marx, Engels et autres, et de celles qui leur furent adressées.

est unitaire. Alors que le gouvernement argentin patronnait dans les années 1870 une immigration à grande échelle et promettait de remettre la terre aux pionniers sous une forme gratuite et capitaliste, le Chili était pays d'émigration dans sa partie centrale (qui à l'époque constituait en fait la nation), tout ce territoire central étant aux mains de propriétaires.¹ Buenos Aires prenait peu à peu un aspect moderne, alors que Valparaiso et Santiago, mis à part leurs palais, étaient fondamentalement misérables. Plus significatives encore les différences de statut des travailleurs. L'Argentine avait un prolétariat employé essentiellement dans l'agriculture et l'élevage; depuis de nombreuses années existait au Chili, en sus des diverses catégories de travailleurs agricoles, un prolétariat minier et métallurgique, réparti entre le désert d'Atacama et le bassin charbonnier du Bío Bío et Arauco. Enfin, alors que le populaire créole argentin connu sous le nom de *gaucho* s'était résigné à une vie libre et vagabonde, semée de guérillas et de luttes fédérales, le *roto* chilien avait pour sa part une vieille tradition de combat social et de grèves; à ses côtés, le *gaucho* de l'Argentine était patient et sédentaire.

Lorsque les proscrits de la Commune arrivèrent à Buenos Aires, ils purent se rendre compte que tout en somme restait à faire. En revanche, ils trouvaient au Chili central une masse populaire agressive, mais misérable, inculte, malpropre et violente. Les proscrits, qui n'avaient pas en général une préparation théorique suffisante (ils ne constituaient pas à proprement parler une élite socio-politique), étaient le plus souvent choqués par le *roto*. Ils n'imaginèrent pas que des éléments aussi turbulents et misérables puissent servir quelque cause que ce soit. Ils ne soupçonnaient pas sous ces haillons l'existence virtuelle d'un prolétariat moderne sur la base duquel pouvait s'édifier le socialisme, et le confondirent donc avec ce que les Allemands désignent sous le nom de *Lumpenproletariat*. Les relations qu'ils recherchèrent, ce fut dans la classe sociale qu'ils s'imaginaient progressiste, comparable à la même classe européenne, la bourgeoisie nationale. Lorsque celle-ci entama en 1879 l'expansion territoriale vers le Nord salpêtrier, sur des terres possédées par la Bolivie et le Pérou (l'opération était d'ailleurs financée par des capitaux chiliens), ils s'enrôlèrent dans un régime de volontaires français, les «Chasseurs du Désert», aux ordres du colonel Bouquet.

La zone atlantique et celle des Andes offrent un contraste saisissant. La région andine était développée du point de vue social, économique

¹ Voir M. Segall, *Desarrollo del Capitalismo en Chile*, Pacífico, Santiago 1953, et «Las Luchas de Clases en las Primeras Décadas de la República de Chile», in: *Anales de la Universidad de Chile*, Santiago, n° 125, 1962.

et technique dès l'époque pré-colombienne. La région atlantique, en revanche, traversait encore différentes étapes primitives. La conquête espagnole constitua la période d'appropriation primitive capitaliste du travail pré-colombien. Ensuite, le développement des pays du Pacifique fut un amalgame d'appropriation capitaliste de systèmes de travail et de société anciens, mais selon des catégories sociales et surtout culturelles différenciées: cultures mexicaine, chibcha, inca, colla... Cet amalgame, d'abord inégal, s'harmonisa avec le temps, dans la terre, les mines, l'artisanat, l'administration publique. Il vint à se former un ensemble à la tête duquel se trouvait le propriétaire avec, au-dessous de lui, une série de couches sociales diverses par leurs cultures, qu'il exploitait. Les mines comme l'agriculture furent les moyens de l'accumulation du capital.¹

L'autre phase que traversa la société, celle de la lutte des classes et des contradictions entre propriétaires, revêtit de multiples aspects, depuis les insurrections indigènes jusqu'aux conspirations en vue de l'émancipation. Et si la période coloniale ne connut guère de tranquillité, la première moitié du XIX^e siècle fut, elle, beaucoup plus violente: en Argentine, l'intraitable dictature de Rosas s'appuyait sur les gauchos, tandis qu'au Chili la dialectique historique mena d'abord à de nombreuses tentatives d'organisation constitutionnelle, après quoi

¹ D'après Marx, la mine fut une exploitation forcée des richesses en or et en argent entraînant esclavage, extermination des indigènes, et leur remplacement par des esclaves africains. La propriété capitaliste du sol étant transférable, le juriste espagnol ne manqua pas d'en multiplier les titres. Tout ceci se déroula entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, mais acquiert une grande importance, en particulier pour le Chili, au moment de la révolution industrielle britannique. La ruée vers l'or vint tout transformer; chaque Chilien voulut devenir fournisseur de l'Europe. L'histoire des deux pays fournit encore d'autres éléments d'explication. La conquête du Chili fut une entreprise marchande qui avait l'or comme objectif, que commandait Pedro de Valdivia, le financement ayant été assuré par le commerçant Francisco Martínez. Les *adelantados* («gouverneurs») se répartirent les *mitas* (ensembles de travail collectif des Incas) et soumirent les indigènes à l'*encomienda* (travail forcé). De plus, ils se partagèrent la terre sous forme de *repartimientos de mercedes*. La rareté de la main-d'œuvre au cours du siècle suivant aboutit à la guerre du *campeo*, marquée par le rapt des indiens Araucans, réduits en esclavage. Au XVIII^e siècle la chasse à l'indigène devint toutefois assez coûteuse pour motiver l'apparition du salaire en argent ou en espèces. Le système du livret de travail s'imposa dans les mines et l'agriculture. Le système de l'*enganche* (*indenture* et *labor contract* aux Etats-Unis) s'instaura à son tour. Ce régime de paiement au moyen de fiches ou de bons à échanger contre des marchandises au magasin de l'entrepreneur était appelé *pulperia* au Chili, en Argentine et au Pérou, *tienda de raya* au Mexique. Cf. M. Segall, «Las Fichas-Salario en el Mundo», in: Boletín de la Universidad de Chile, Santiago, 1967, et Arauco, Santiago, avril 1967. Pour le Chili, voir Biografía Social de la Fichas-Salario, Biblioteca Nacional, Santiago du Chili 1964.

le représentant le plus caractéristique du capitalisme marchand chilien, le commerçant Diego Portales, s'empara du pouvoir. Toute cette histoire est parsemée de soulèvements populaires dans le secteur minier, de grèves, de formation de sociétés ouvrières de résistance, de répression et de lois punitives.

Dans les années 1870 – comme cela a toujours été – le budget était financé par les taxes qui frappaient les exportations de métaux. Par conséquent, la lutte entre les diverses fractions de la classe possédante reposait essentiellement sur le problème de savoir qui utiliserait les rentrées nationales. Propriétaires de mines et propriétaires terriens, fondeurs et banquiers luttaient pour s'emparer du pouvoir politique gérant du budget. Chaque fraction, incapable de s'imposer seule, cherchait une force susceptible de faire pencher l'équilibre en sa faveur : la masse populaire en était seule capable. Les propriétaires terriens cherchaient à s'appuyer sur les couches populaires dominées par le clergé, tandis que les propriétaires de mines et de fonderies proclamaient que «le catholicisme est incompatible avec la démocratie». Les premiers dévoilaient à l'envi à leurs fidèles la vie dispendieuse des libéraux «athées» du secteur minier, les seconds créaient des écoles populaires pour la formation des ouvriers et des artisans. Les uns créaient les *Sociedades de Amigos del País* ; les autres subventionnaient des sociétés ouvrières indépendantes.

Les *Amigos del País* se recrutaient parmi les artisans analphabètes, le personnel domestique et les ouvriers récemment arrivés de la campagne. On trouvait en revanche des travailleurs plus conscients et plus combattifs dans les sociétés ouvrières indépendantes : typographes, cheminots, ouvriers de la métallurgie, travailleurs de la côte, transporteurs, travailleurs de l'industrie du vêtement : sociétés implantées bien sûr surtout à Santiago et Valparaíso, plutôt qu'en province. La lutte pour obtenir l'appui populaire n'était jamais aussi violente qu'en période électorale. Deux candidats polarisaient en 1871 les forces politiques. J. T. Urmeneta, l'un des deux candidats à la présidence, était grand propriétaire de mines et de fonderies. Il lança un journal de combat, *La Pura Verdad*, où l'on pouvait lire les lignes suivantes parmi d'autres paragraphes consacrés à son rival : «Les partisans d'Errázuriz [...] comptent sur [...] les multitudes ignorantes et corrompues, sur les *Amigos del País*.»¹ Ce mouvement, pauvre de doctrine, reçut un sang neuf des événements européens : notamment de l'Internationale et de la Commune.

Tout part ici de la guerre franco-prussienne. D'un côté, il y avait les libéraux francophiles, en particulier la fraction maçonnique de gauche

¹ La Pura Verdad, Valparaíso, n° 4, 27 mai 1871.

(les rouges) à la tête de laquelle se trouvait Eduardo de la Barra, un homme lié sentimentalement aux traditions de la Révolution. De l'autre, les conservateurs, pour la plupart propriétaires terriens, qui voyaient dans la France l'image «du péché et de la frivolité». Les reportages qu'envoyait de France l'historien libéral et ami du candidat Urmeneta, Benjamín Vicuña Mackenna, suscitaient un grand enthousiasme polémique. De sa plume colorée et vibrante, il obligea les habitants de Santiago et Valparaiso à discuter des événements militaires et de la Commune. Il n'omit dans ces reportages rien d'important : ni les manifestations anti-militaristes de la gauche révolutionnaire, ni les grands meetings patriotiques d'avant la débâcle, ni le rôle de l'Internationale, ni les efforts de Gambetta et de la Commune.¹ D'autres correspondants lui emboîtèrent le pas ; pourtant, il s'agissait moins de traiter du problème français que d'en parler essentiellement en fonction des questions électorales chiliennes. L'attitude de la majorité des résidents français, en bonne partie des exilés et franc-maçons ennemis du Second Empire, facilita les choses. Dans un élan de ferveur patriotique et républicaine, ils proclamèrent leur adhésion à la République de Gambetta, aux tentatives de ce dernier pour continuer le combat. Henri Blondel, un immigré, annonça la présentation d'une œuvre intitulée *La Caída de Napoleon III y el Advenimiento de la República* ; la pièce sera jouée dans le plus grand théâtre de Valparaiso. La troupe d'opérette française *Les Bouffes-Parisiens*, qui se trouvait sur les lieux à l'époque, jouait *Orphée aux Enfers* d'Offenbach, au grand scandale de l'Eglise et des conservateurs ; acteurs et actrices lançaient sur scène des appels patriotiques. Chaque défaite ou victoire française donnait aux polémistes d'abondants arguments pour ou contre, suivant le cas, les personnalités chiliennes en vue.

Alors qu'Eduardo de la Barra défendait Urmeneta, Máximo R. Lira donnait des conférences dans les locaux des *Amigos del País*, au cours desquelles il attaquait les rouges, le communisme, la Commune et l'Internationale. Il traitait en bloc de Communards le tribun chilien Francisco Bilbao, les radicaux, les libéraux et les maçons créoles. Ses conférences furent réunies en un livre l'année suivante. De la Barra répondit en en publiant un autre qui ne manqua pas de vigueur. A l'accumulation d'abominations que le polémiste conservateur et catholique Lira imputait au communisme, à la Commune, à l'Internationale et à la politique chilienne, De la Barra répliquait en se situant dans une

¹ B. Vicuña Mackenna (Saint-Val), Correspondances entre le 20 août 1870 et août 1871 dans *El Mercurio*, Valparaiso. Reproduction partielle dans *Guerra entre Francia y Prusia en 1870*, rassemblé et classé par Nemecio Marambio, Impr. du *Mercurio*, Valparaiso 1870-1871.

perspective positiviste. Il parlait de la thématique laïque classique, de l'opposition entre science et religion. Il prit ensuite avec passion la défense de Bilbao et rédigea pour terminer la première étude latino-américaine sur *La Política y el Socialismo*, où il rend (bien ou mal) hommage à Marx et à l'Internationale.

L'effort d'Eduardo de la Barra est sans doute empreint d'un peu de naïveté. Il tente de séparer le socialisme et l'Internationale des Communards et de la Commune. Mais de toute manière ses attaques contre la Commune contrastent avec la position de son beau-père, José Victorino Lastarria, chef du Parti libéral, qui avait fait, lui, fortune dans les activités minières. Ce dernier qualifie de «monstres» le socialisme et le communisme dans ses *Recuerdos Literarios*, un ouvrage par ailleurs remarquable du point de vue des informations qu'il contient. Il n'est pas question de présenter ici d'importants extraits du volumineux livre d'Eduardo de la Barra. Nous n'en reproduisons que quelques passages choisis parmi les plus caractéristiques: «Le socialisme apparaît aujourd'hui sous un nouveau visage. Aujourd'hui son nom est *L'Internationale* [...]; en font partie des hommes comme Karl Marx [...]. Les conditions de vie du peuple chilien sont, en général, précaires; il cherche donc sa voie à l'étranger où la plupart du temps on le hait autant qu'on le craint, quand on ne le décime pas impunément [...] Alors que va-t-il faire [...]? Va-t-il se résigner à mourir [...]? Il se jettera plutôt dans les bras de l'Internationale [...]»²

De la Barra avait connu l'Internationale et Marx par diverses voies. La gauche maçonnique à travers le monde avait participé à l'A.I.T. De la Barra était, d'autre part, un lecteur attentif de la presse et de la littérature européennes. Sa préoccupation primordiale consistait enfin à entrer en contact avec les ouvriers, les «éduquer», les éloigner du catholicisme, «ennemi de la démocratie». Il avait noué des liens d'amitié avec les dirigeants prolétaires les plus cultivés de Valparaiso et Santiago. Sa pensée restait pourtant prisonnière de l'affection et de l'enthousiasme qu'il portait à Lastarria, père du positivisme chilien. En dépit de son radicalisme maçonnique et «rouge», il partageait avec son beau-père la crainte des explosions de révolte qui sont caractéristiques des travailleurs des mines du Chili. Il patronna la création d'écoles populaires. C'est à lui, et à l'appui financier des riches «frères» José Vergara et Eduardo Dávila Larraín, de certains avocats comme

¹ Roberto Hernández, *Los Primeros Teatros en Valparaiso*, Impr. S.R., Valparaiso 1928, p. 279.

² Eduardo de la Barra, *Francisco Bilbao ante la Sacristía, refutación de un folleto*, Impr. El Ferrocarril, Santiago 1872, 450 pp.; les citations sont extraites des pages 358 et 341.

Arturo Prat, et de Domingo Santa María, futur Président de la République, que l'on doit l'École Blas Cuevas de Valparaiso et l'École du soir des Artisans de Santiago. Il espérait orienter par l'intermédiaire de ces établissements le mouvement ouvrier et prévenir les dangers d'une guerre sociale. En sus des cours réguliers, se tenaient des conférences qui avaient pour thème les grèves, l'épargne, et le patriotisme. Les plus importantes furent imprimées, celle de Daniel Feliú, *El Trabajo y las Huelgas de los Obreros*, celle de F. Santa María, *Ojeada sobre la Condición del Obrero y Medios para mejorarla*.¹

La plus grave préoccupation de la bourgeoisie radicale se révéla pourtant après la période électorale. A Valparaiso, non seulement les ouvriers du Livre avaient tendance en 1873 à entrer dans l'orbite de l'Internationale, mais les travailleurs du port et les patrons de chaloupes se déclaraient aussi bien, au cours de grèves énergiques, partisans du socialisme. Les «maçons rouges» fondèrent pour leur part la Société Francisco Bilbao qui permit à Benicio Alamos, conspirateur de longue date, membre de la Société de l'Égalité des années 1851 (et personnage du roman *El Ideal de un Calavera* de Blest Gana), de se mettre en avant. Ils essayèrent de diriger le mouvement ouvrier en s'abritant sous un nom consacré par la tradition révolutionnaire. Les paroles prononcées au cours de leur cérémonie d'inauguration ne laissent pourtant aucun doute sur leurs intentions: «[...] je vous conseille de renoncer à l'Internationale et aux grèves».

Deux ans plus tard, le mouvement ouvrier avait dépassé le stade seulement revendicatif et économique, se libérant aussi de ses attaches libérales et radicales, créant une presse indépendante. *El Proletario* pouvait arborer la devise: «L'indépendance a donné l'émancipation politique. L'émancipation sociale est maintenant nécessaire.»² Le journal fit une vigoureuse opposition à Lastarria, et Eduardo de la Barra, sentant qu'il y allait de l'avenir du Chili, entra dans la lutte. Il donna une conférence sur *La Revolución Social*, conférence qui fut entourée d'un grand battage publicitaire. C'était la veille du 18 septembre, fête nationale, particulièrement chère aux Chiliens. Quelques jours plus tard, le texte en fut publié et distribué gratuitement tant à Santiago qu'à Valparaiso.³ Mais rien ne put cependant retenir la résistance

¹ D. Feliú, *El Trabajo...*, Impr. de La Patria, Valparaiso 1873; F. Santa María, *Ojeada...*, Ecole du soir des artisans, Impr. El Mercurio, 1875.

² Texte qu'on pourrait rapprocher de celui du «Manifeste des Soixante» en France: «Le suffrage universel nous a rendus majeurs politiquement; il reste encore à nous émanciper socialement.»

³ Eduardo de la Barra, *La Revolución Social*, conférence imprimée sous le titre de «Los Padres de la Patria», Impr. de la República, Santiago 1875.

sociale. Au cours de l'année suivante, les grèves furent chaque fois plus violentes et plus audacieuses. Puis la *Revista Chilena* consacra de nombreux articles aux problèmes ouvriers: elle était le plus important organe des intellectuels libéraux et radicaux, dirigée par les deux plus grands historiens du temps, Amunátegui et Barros Arana.¹ La combativité des prolétaires se révéla plus grande encore en 1878, où la crise économique mondiale contribua encore à durcir la situation; le pays fut au bord de la guerre civile. Mais l'esprit d'entreprise du capitalisme marchand chilien parvint par un détour à trouver une solution au problème social: on poussa le président Pinto à conquérir militairement les régions salpêtrières. Le cri de «A Lima!» unit tout le pays dans un accès de ferveur patriotique. En fait, il s'agissait d'abord d'empêcher que la Bolivie ne grève d'un impôt les exportations de salpêtre que contrôlait le capital chilien, et de mettre fin à la nationalisation du salpêtre péruvien, qui avait menacé les intérêts des banquiers de Valparaiso qui y avaient investi abondamment. Si les masses ne s'y étaient opposées, le président Aníbal Pinto aurait adopté une attitude probablement plus conciliante à l'égard de la Bolivie et du Pérou.

La Commune: thèmes latino-américains

José Miguel Blanco, étudiant aux Beaux-Arts, boursier à Paris, vit succomber en 1871 le peuple parisien. Profondément affecté par les événements, il laissa guider son ciseau par son chagrin; cela donna la première sculpture dédiée à la Commune.² Hommages (ou attaques) d'un autre genre eurent plus de résonance. Ainsi de nombreux journaux ouvriers, anarchistes, socialistes, prirent pour titre: «La Commune», dès les premières années du XX^e siècle. De même, lorsqu'en 1905 le mouvement populaire suscité par la disette amena l'occupation de la capitale du Chili au cours de ce qu'on a appelé la «Semaine Rouge», la réaction déclara que «la fureur déchaînée de la racaille de Santiago avait tenté une répétition de la Commune». Même chose en 1907, quand un grand mouvement anarchiste voulut mettre fin au système de paiement des salaires par bons échangeables dans les magasins des patrons. On utilisa alors deux procédés différents et classiques pour contenir la poussée populaire. La répression sanglante, qui conduisit au massacre de l'Ecole Santa María d'Iquique, et la

¹ Tome VII, Impr. de la República, Santiago 1877, articles intitulés «El Meeting de los Obreros», pp. 281-308, et «La Moral del Ahorro», pp. 104-117.

² J. M. Blanco fut l'un des fondateurs du Parti Démocrate chilien constitué vers 1888. Au début du XX^e siècle, il a présenté une demande d'adhésion à la II^e Internationale, qui fut acceptée, cf. J. Longuet, op. cit., p. 625, ainsi que le Rapport présenté par le Parti Démocrate du Chili au Congrès de Stuttgart, 1907.

propagande: le journal catholique *El Chileno*, le plus répandu parmi les masses, publia *Les Martyrs de la Commune* de G. de Beugny, petite brochure calomnieuse, qui visait à faire passer les partisans de la Commune pour des criminels qui en voulaient à la vie des «saints», «charitables» et «bons» religieux. Quinze ans plus tard, en 1919-1921, apparut *La Comuna*, organe central du Parti Socialiste Ouvrier, dirigée par Ramón Sepúlveda Leal, à Viña del Mar.

Au moment même où la Commune se dressait contre la capitulation voulue par le capitalisme libéral français, se développait à Cuba une lutte de libération nationale, dirigée par les anciens propriétaires des plantations de canne à sucre – notamment Carlos M. de Céspedes –, lutte à laquelle participèrent activement la petite bourgeoisie urbaine, les étudiants et les esclaves libérés. Comme ce fut le cas pour la Commune de Paris, nombre d'hommes de divers pays vinrent combattre pour la liberté d'un autre peuple: Mexicains qui avaient lutté avec Juárez contre les Français, Nordistes américains, Chiliens qui avaient participé à la révolution de 1851. Ce n'est certes pas simple coïncidence si les quatre personnalités les plus averties d'Amérique latine, Benjamín Vicuña Mackenna, Eduardo de la Barra, José Martí, Manuel González Prada furent, chacun à sa manière, aussi favorables aux insurrections cubaines qu'à l'Internationale, à la Commune et à Marx, sans être pour autant des «marxistes». Un seul avait du génie: Martí, père de la patrie cubaine, et premier écrivain moderniste en sa langue. Les autres avaient quelque talent et le mirent au service de la lutte du peuple cubain. Les idées de ces quatre hommes étaient différentes, sinon opposées, mais ils étaient réunis par la même préoccupation; et dans l'ensemble, ils exprimaient la continuité et la révolution permanente de la société.¹ La lutte au Mexique, l'insurrection cubaine, la Commune, sont à la fois des processus particuliers et les éléments d'une évolution globale mondiale, liée notamment aux événements qui se

¹ Vicuña Mackenna, plein d'enthousiasme et de dynamisme, fut non seulement le premier latino-américain à décrire l'Internationale, la Commune et le rôle de Marx, mais avait été aussi l'envoyé chilien chargé secrètement de subventionner l'insurrection cubaine de 1868. Les articles de José Martí en mémoire des martyrs du 1^{er} mai de Chicago et en hommage à Marx sont devenus des classiques tant par leur style que par l'émotion réelle qu'ils expriment (voir ses *Obras completas*, parues à la Havane). Manuel González Prada – maître à penser des hommes de la génération de Mariátegui, Vallejo et des révolutionnaires péruviens de ce temps – a publié à une époque où il était commun d'exprimer sa haine de 1871, un article intitulé «La Commune de Paris» dans *La Protesta*, revue anarchiste qui paraissait à Lima en 1907. L'article lui valut de violentes attaques. Il figure dans le recueil *Anarquía* par L. A. Sanchez, Ed. Ercilla, Santiago du Chili 1936, p. 126 sqq. Sur González Prada, voir Mariátegui, L. A. Sanchez, etc.

déroulèrent en France, aspects en même temps du développement du capitalisme de l'époque.

Le peuple mexicain, peu avant, s'était révolté contre les visées coloniales de Napoléon III que favorisaient les quelques personnes qui avaient investi avec le banquier Jecker des fonds au Mexique, et contre un régime appuyé sur les propriétaires fonciers et l'église créole. Et si la Commune répondit à une situation au fond de même ordre à un niveau révolutionnaire supérieur, celui de la négation du capitalisme, les processus révolutionnaires d'Amérique latine s'intégraient aussi dans la dialectique concrète du capitalisme de l'époque. Il est donc facile de comprendre pourquoi le Mexique et son Président Juárez – comme d'ailleurs tous les représentants des provinces, à peu près tout-puissants – reçurent avec sympathie nombre d'anciens Communards, que Panama (à la période colombienne) accueillit le célèbre «contumax» Mégy, qu'Haïti donna asile à Jean-Baptiste Chardon, un condamné lui aussi à mort par contumace.¹

A ces exilés, j'ajouterai un cas particulier : celui de Paul Lafargue. Cubain, il ne participa pas directement aux mouvements insurrectionnels de son île et ne chercha pas, après la défaite, asile en Amérique latine. On ne peut cependant ne pas le mentionner dans cette étude. Nous ne dirons rien de sa vie, bien connue. Nous ne nous arrêterons que sur certains aspects de celle-ci qui peuvent contribuer à expliquer certaines phases importantes de l'évolution de l'Amérique latine.² Il réunit en sa personne même les problèmes qui se posaient alors en Amérique latine et en Europe : la question raciale, la diffusion du marxisme, l'activité de l'Internationale, les polémiques et conflits entre marxistes et bakouninistes, l'émigration vers le Nouveau Monde de nombreux Communards. Son cheminement intellectuel n'est peut-être pas celui d'un matérialisme dialectique absolu, mais toute sa vie est comme la réfutation d'une série de concepts mécanistes qu'on attribue bien à tort au marxisme : concepts qu'ont diffusés, appliqués cer-

¹ L. E. Mégy a eu une vie mouvementée, cf. D.B.M.O.F., t. VII, pp. 315-316. Après la Commune il réussit à prendre la fuite et s'installa à Panama. Il mourut en 1884, à l'hôpital de Colón. J.-B. Chardon, blanquiste, passa en Suisse puis parvint à se rendre à Haïti, où il se livra au commerce du sucre et d'autres produits ; il réussit même à s'enrichir. Il mourut à Vierzon en 1900.

² Quelques œuvres de Lafargue ont fait l'objet d'une assez large diffusion, après sa mort, en Amérique latine et en Espagne. Il en existe diverses éditions argentines, mexicaines et chiliennes. Elles ont le plus souvent été imprimées par des anarchistes et ne comportent généralement pas d'introduction ou de biographie. Le lecteur ignore non seulement que Lafargue est Cubain, mais on lui dit peu de choses aussi du rôle historique qui fut le sien. A Cuba, c'est par son article *La Leyenda de Victor Hugo*, *Dialéctica*, La Havane 1942, qu'on a pour la première fois commencé à reproduire ses œuvres.

tains tenants d'une école historique qui accorde une prédominance absolue dans le processus révolutionnaire aux éléments de «base» – les classes sociales et leurs luttes, l'économie, les techniques –, au détriment des éléments intermédiaires. Le processus historique n'est pas une mécanique sociale, où l'on ne donnerait nulle importance à l'individu, à l'idéologie, aux particularités spécifiques de chaque pays, à la psychologie, aux traditions de celui-ci. Si nous considérons ce qui s'est passé à Cuba, il faut bien constater qu'il y a eu une action constante de guérilla durant le XIX^e siècle, notamment au cours des insurrections de libération nationale, qui ce soit avant Céspedes, dans le mouvement de Céspedes lui-même, dans celui de Martí, dans celui de Castro. Guérillas qui, transformées en guerres civiles, étaient aussi luttes de classes. La vue des choses, l'action selon un mode qui n'est nullement «déterministe», tout cela nous le retrouvons à travers la vie même de Lafargue qui se préoccupait de problèmes aussi peu «mécanistes» que possible, le drame des Juifs, le rôle des étudiants, le drame racial qu'il a vécu en quelque sorte sous trois formes.

Né à Santiago de Cuba le 15 janvier 1842 dans une famille de planteurs émigrés de Saint-Domingue, l'un de ses grands-pères était catholique français, l'autre Français de religion juive, venant d'une région traditionnellement antisémite; l'une de ses grands-mères était une indigène des Antilles, l'autre mulâtresse créole. Tous avaient dû quitter Saint-Domingue du fait de la guerre sociale et du fanatisme catholique qui sévissaient dans le pays. Ils partirent par la suite de Cuba en raison du climat d'insécurité qu'y faisaient régner le régime colonial et la domination des catholiques espagnols. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve à l'origine des différents mouvements insurrectionnels qui se sont produits à Cuba les milieux laïques militants, la franc-maçonnerie, de Céspedes à Martí. A son arrivée en France, on appelait Lafargue «le créole»; ceux qui connaissaient son grand-père Abraham Armagnac l'appelaient «le juif Lafargue Armagnac». Il avait été formé dans un milieu français fortement marqué par le romantisme social et la Révolution de 1848: il est logique qu'il ait subi l'influence du proudhonisme, du positivisme et de l'athéisme de son époque. L'échec objectif de ces doctrines fit de lui l'un de ces hommes que décrira plus tard Lénine dans *Que faire?*: l'étudiant intellectuel livré à la révolution. On sait le rôle que, jeune, il tint dans l'opposition notamment étudiante au Second Empire français, et au sein de l'A.I.T. La participation des étudiants à la politique européenne n'a rien de neuf: rien d'étonnant non plus que Lafargue soit devenu un de leurs dirigeants. Depuis le début du XIX^e siècle et auparavant, les étudiants représentaient les forces combattives les plus enthousiastes. Bien qu'on ne le dise que fort peu, la situation était la même, en plus accentué peut-être encore, en

Amérique latine, depuis les Juntas de 1810, en passant par l'influence en Argentine du socialisme romantique d'Echeverría, jusqu'à la Société de l'Égalité fondée au Chili par les jeunes Arcos et Bilbao. A Cuba, ce furent les étudiants qui constituèrent le foyer le plus explosif de la résistance urbaine au gouvernement colonial espagnol. Martí a commencé son action dans les Ecoles. Au Mexique, la lutte contre les Français et Maximilien, leur empereur fantoche, fut dirigée par Benito Juárez, mais le vrai réseau de résistance dans la capitale avait été formée par des collégiens et des universitaires. Après la libération du Mexique, ce furent les étudiants encore qui jouèrent un rôle majeur dans l'organisation du mouvement socialiste et ouvrier. Après 1871, Lafargue, à travers ses amis communards, fut comme un maître à penser lointain du marxisme d'Amérique latine. Il fut l'adversaire d'Elisée Reclus, mais tous deux avaient répandu leurs idées dans le Nouveau Monde, essayé d'y attirer leurs amis. Pour les deux grandes fractions de l'Internationale, l'Amérique était bien le continent de l'avenir.

Épilogue mexicain

L'histoire a donné raison à Reclus, à Lafargue, à Marx en ce qui concerne le développement de l'Amérique latine. L'Internationale avait accompli sa mission en Europe, obligé le mouvement ouvrier à prendre conscience de lui-même: douloureuse époque qui s'était achevée sur les massacres de 1871. Mais un nouvel horizon s'ouvrait: l'Amérique. La Commune avait été le dernier espoir du socialisme et de l'anarchisme en Europe; les exilés de la Commune furent ceux qui établirent un contact humain entre le mouvement européen vaincu et les nouvelles espérances que portait l'Amérique. En 1875, la section jurassienne de l'A.I.T. de Montevideo comptait plus de militants cotisants réguliers que toutes les sections réunies d'Autriche, des Pays scandinaves, de Hongrie, de Russie, et de Turquie, sections qui avaient adhéré au Conseil général ou bien sections jurassiennes.¹

Le socialisme avait vu le jour au Mexique bien avant la création de l'Internationale. Diverses tentatives avaient été faites pour créer des communautés socialistes utopiques, organisées partie par des Européens, partie par des Créoles. Cependant le véritable maître à penser du socialisme y fut un tailleur grec, Rhodakanaty. C'est lui qui traduisit les œuvres de Proudhon et d'autres socialistes utopistes; il rédigeait lui-même brochure sur brochure, et parvint à former un groupe de disci-

¹ Carlos M. Rama, *Historia del Movimiento Obrero y Social Latinoamericano Contemporáneo*, Palestra, Montevideo 1962, p. 62.

ples et d'étudiants qui s'intégrèrent au mouvement ouvrier, jusqu'alors seulement mutuelliste, pour le transformer en une force de combat révolutionnaire. Au sein du «Club socialiste des Etudiants», les membres de ce groupe commencèrent leur action en organisant une série de grèves dès les temps de la domination de Maximilien. La résistance des ouvriers fut très forte; seule l'intervention de l'extérieur de Benito Juárez permit de résoudre le conflit. Une grande partie de l'histoire sociale du pays est caractérisée par l'union entre le mouvement ouvrier et les partis démocratiques et gouvernementaux. Cependant, Rhodakanaty et ses disciples les plus fidèles avaient su au bout du compte s'affranchir de toute tutelle du gouvernement. Ils publièrent *La Comuna*, revue bihebdomadaire (28 juin – 20 septembre 1874), qu'on peut considérer à bon droit comme l'organe officiel des prolétaires du Mexique, dont l'idéologie s'inspirait en partie des grandes tendances européennes, de Proudhon à Bakounine, et surtout de l'exemple de la Commune. Le livre déjà cité de Luis Carreras, *París a Sangre y Fuego, Jornadas de la Comuna*, a eu une grande influence sur les membres de ce groupe qui le rééditèrent, le diffusèrent très largement, réussirent même à le faire parvenir à des sections de l'A.I.T. d'autres pays, à celle de Montevideo entre autres.¹ Ils créèrent également *La Social*, que vint renforcer l'arrivée des réfugiés de la Commune.² Cette organisation ouvrière dirigée par des étudiants entra d'emblée en conflit avec la centrale majoritaire de la classe ouvrière, *El Gran Círculo de Obreros de México*, qui publiait *El Socialista* (sous la direction de Juan de Mata Rivera).

La Social se déclara «jurassienne»; Mata Rivera au contraire affirma son appartenance au marxisme, entra en relations avec Sorge, obtint le droit de participer au Conseil général de New York, et, avec l'appui financier de celui dont on pourrait dire qu'il fut en quelque sorte le patron tutélaire de ce *Gran Círculo*, le Président de la République Lerdo de Tejada, il se rendit plusieurs fois au nouveau centre de la vieille Internationale. On le reconnut vite comme le représentant de Marx au Mexique:³ le marxisme officiel du pays était né. Et à l'approche du Congrès du *Gran Círculo*, Mata Rivera eut suffisamment d'habileté et

¹ Lettre de la section uruguayenne de l'A.I.T. à F. Zalacosta, secrétaire de la section mexicaine, 25 mai 1872, retrouvée par José C. Valadés. L'Uruguay a accusé réception du livre, éd. Imp. de J. Rivera, Hijo y Cía, Mexico 1872.

² Max Nettlau, op. cit., p. 10. Nous n'avons pas pu identifier avec une certitude absolue les anciens Communards du Mexique. Jurassiens militants, ils usaient de noms d'emprunt.

³ José C. Valadés, «El Movimiento Obrero en México», in: Certamen, op. cité, pp. 72-73, et Ramos Pedrueza, *La Lucha de Clases a Través de la Historia de México*, Mexico 1941, p. 410 sqq.

d'appuis officiels pour empêcher Rhodakanaty, Zalacosta, Villavicencio, les dirigeants de *La Social*, de se présenter au Congrès, de prendre la parole en public, de répandre là leurs idées, car ils «pensaient créer au Mexique une Commune de Paris.»¹ Ces derniers parvinrent cependant à gagner à leur cause les prolétaires de la ville de Mexico. Le 7 mai 1876, «un groupe très important d'ouvriers et d'ouvrières se réunirent [...] à la Sociedad Industrial. Le salon était décoré symboliquement : recouvert de rouge ; dans le fond de la salle se trouvait le portrait du célèbre agitateur Santiago Villanueva [un étudiant qui venait d'être assassiné] ; sur les parois latérales ceux de tous les «pétroleurs» de la Commune de Paris.»² Trois ans plus tard, le 14 décembre 1879, en tête d'une manifestation réunissant 5.000 travailleurs, flottait une banderole noire, où était écrit en lettres rouges, que «*la Social* [adhérait] à la grande ligue internationale du Jura»; une centaine de drapeaux rouges parsemaient le cortège.³ Par la suite, Rhodakanaty et les étudiants Zalacosta et Villavicencio durent passer dans l'illégalité et furent emprisonnés.⁴ Mais au Mexique du moins, on le voit, la Commune «n'était pas morte».

Traduit de l'espagnol

¹ José C. Valadés, op. cit., p. 73.

² El Siglo XIX du 9 mai 1876, Mexico.

³ Max Nettlau, op. cit., p. 10.

⁴ Une des caractéristiques de l'institutionnalisation ou de l'intégration du mouvement révolutionnaire dans la société peut se repérer à travers le changement de sens des termes politiques, qui ont perdu leur signification primitive pour prendre un sens favorable aux classes, aux couches sociales, aux élites qui détiennent le pouvoir. L'Union soviétique identifie le socialisme à l'étatisation – ce qui est en soi une contradiction ; au Mexique, on donne aux termes «révolution», «libéralisme» et «marxisme» une interprétation toute particulière. Au XIX^e siècle, on attribuait le qualificatif de «libéral» à peu près à n'importe qui. Il y avait les libéraux de style britannique, de style français, de style créole. Il y a eu des libéraux favorables à l'Empire de Maximilien, des libéraux «juaristes» et des libéraux «marxistes» (Mata Rivera par exemple). Même chose au cours de ce siècle. Actuellement, le parti qui détient le pouvoir se nomme Partido Revolucionario Institucional ; les étudiants fusillés dans l'enceinte de l'Université sont simplement qualifiés de bandits.